

PROCHE-ORIENT

APRÈS LA MISSION DE M. VANCE

M. Jimmy Carter «espère toujours que la conférence de Genève pourra reprendre cet automne»

Le secrétaire d'État américain, M. Cyrus Vance, a rendu compte, dimanche 14 août, à M. Carter de sa récente mission au Proche-Orient. A l'issue de cet entretien, la Maison Blanche a rendu public un communiqué dans lequel elle affirme que le président des États-Unis recevra en septembre, en marge des travaux de l'Assemblée générale des Nations unies, les ministres des affaires étrangères d'Israël et des pays arabes pour s'entretenir avec eux de l'évolution des négociations de paix au Proche-Orient.

Le communiqué de la Maison Blanche note que pendant la visite de M. Vance au Proche-Orient, «des progrès ont été réalisés dans quelques domaines, en particulier dans la réaffirmation des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité comme bases de négociation, et pour la formulation d'un concept commun des obligations mutuelles impliquées par la paix».

Le chef de l'exécutif américain «espère toujours que la conférence de Genève pourra reprendre cet automne, bien que des divergences majeures existent toujours entre Israël et les pays arabes sur la représentation des vues palestiniennes dans ces négociations, la détermination de frontières sûres et reconnues et la nature d'un règlement du problème palestinien», ajoute le communiqué qui précise que M. Vance rencontrera cette semaine l'ambassadeur de l'Union soviétique à Washington, M. Anatoli Dobrynine, pour l'informer de ses conversations avec les responsables israéliens et arabes.

● A BEYROUTH, M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., s'est montré, en revanche, dans une interview publiée dimanche par l'hebdomadaire libanais *Monday Morning*, très pessimiste sur les chances d'une conférence à Genève, affirmant qu'il tenait pour plus probable «une guerre préventive israélienne contre les pays arabes». «Il ne faut pas nous laisser bernier par les Américains et les Israéliens, a-t-il dit. Nous devons garder le doigt sur la détente, parce que le langage du fusil est le seul que comprenne l'impérialisme américain».

● Évoquant la possibilité d'un ralliement de l'O.L.P. à une version amendée de la résolution 242, M. Kaddoumi a fait observer que la modification d'une résolution déjà adoptée n'avait aucun précé-

dent. «Ce qui est par contre possible et souhaitable, a-t-il dit, c'est que des pays amis soumettent à la prochaine session du Conseil de sécurité un texte englobant la résolution 242 et des garanties concernant le droit au retour des Palestiniens dans leurs foyers de 1948 ou au dédommagement, le droit à l'autodétermination et le droit de disposer d'un État souverain et indépendant en Cisjordanie et à Gaza».

«C'est seulement, a-t-il dit, si un texte de ce genre est adopté et si les États-Unis ne s'y opposent pas que l'on pourra qualifier de «positive» l'action menée par Washington. Entre-temps, les Palestiniens continueront à considérer les engagements et les paroles des Américains comme des manœuvres visant à tromper la monde».

● A JERUSALEM, le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, a déclaré dimanche que les États-Unis opposeront leur veto à toute tentative de modification de la résolution 242. M. Dayan a affirmé au conseil des ministres qu'il avait reçu à ce sujet des assurances de la part de M. Vance. Il a également noté qu'il n'avait pas de confirmation des informations selon lesquelles la France préparait un projet de résolution au Conseil de sécurité, qui constituerait, en fait, une modification de la résolution 242 dans le sens demandé par les États arabes et l'O.L.P. — (A.F.P., U.P.I.)

LE DIRECTEUR DU BUREAU DE L'A.F.P. A BEYROUTH EST REMIS EN LIBERTÉ

Beyrouth (A.F.P.). — M. Paul Delfier, directeur du bureau de l'Agence France-Presse à Beyrouth, et M. Khalil Fleyhane, collaborateur occasionnel de cette agence, ont été libérés, le samedi 13 août, dans l'après-midi, et reconduits par les autorités syriennes à leurs domiciles respectifs dans la capitale libanaise. Ils avaient été arrêtés, dans la nuit du 7 au 8 août, et gardés à vue «quelque part au Liban», jusqu'à leur libération. Au cours de leur détention, ils ont été interrogés par des officiers syriens sur «certaines informations récemment diffusées par le bureau de l'A.F.P. à Beyrouth».

Les deux journalistes ont déclaré avoir été bien traités pendant les six jours de leur détention.

Israël

Les Arabes de Cisjordanie et de Gaza auront droit aux services de l'État au même titre que les Israéliens

De notre correspondant

Jérusalem. — Le gouvernement israélien a décidé, au cours de sa réunion hebdomadaire du dimanche 14 août, d'assurer à la population de Judée, de Samarie (la Cisjordanie) et de Gaza des services identiques à ceux dont bénéficie la population israélienne. Dans un premier stade, ce sont les services de santé et la réglementation du travail qui vont être touchés par les nouvelles décisions.

Des mesures seront prises pour accélérer la construction d'hôpitaux et la création de nouveaux dispensaires, de crèches et de centres de soins aux nouveau-nés. En ce qui concerne la réglementation du travail, le but recherché est de mettre un terme à l'exploitation, par le biais des «raïs», des entrepreneurs qui fournissent une main-d'œuvre recrutée en dehors des bureaux de l'emploi, — de plusieurs milliers de personnes qui travaillent quotidiennement dans des entreprises en Israël même et dans les territoires occupés. La réglementation du travail interdira également l'embauche au-dessous d'un certain âge, afin de mettre un terme au travail des enfants.

Malgré les efforts déployés par les porte-parole officiels, afin de donner à ces décisions un caractère anodin, les réactions dans l'opinion israélienne sont très vives. Pour l'opposition travailliste, il s'agit d'un pas de plus en vue d'une annexion de fait, et une réunion extraordinaire de la Knesset pourrait être convoquée à la demande de nombreux partis.

Annexion, c'est également le mot qui revient dans les titres principaux des trois quotidiens arabes paraissant à Jérusalem. *Al Kouds* voit dans les décisions de dimanche la réalisation du plan visant à annexer les territoires occupés, alors qu'*Al Chaab* les dénonce comme une manœuvre tendant à torpiller les efforts de médiation américains.

Le secrétaire du gouvernement, qui est aussi son porte-parole, M. Arieh Nasser, a rejeté toutes ces accusations en rappelant un principe fondamental du gouvernement, selon lequel «il est digne de parler d'annexion lorsqu'il s'agit de territoires qui appartiennent à Israël». M. Nasser a ensuite ajouté que les mesures adoptées ne prévoient pas l'extension de la loi israélienne à la Cisjordanie, ni à Gaza, et que ces territoires ne fournissent pas de territoires et ne sont donc pas soumis à leur statut actuel. Le gouvernement israélien, a-t-il dit, est de facto le gouvernement de ces territoires et estime de son devoir d'améliorer le sort des populations qui y vivent, en leur assurant des services du même

ANDRÉ SCAMAMA.

Selon «Time»

MILLE CINQ CENTS CHRÉTIENS LIBANAIS AURAIENT ÉTÉ ENTRAÎNÉS DANS DES BASES MILITAIRES ISRAËLIENNES

New-York (A.F.P.). — Le gouvernement israélien a fourni 30 à 35 millions de dollars d'aide directe aux chrétiens libanais au cours de la guerre civile, affirme le magazine *Time* dans son dernier numéro.

L'hebdomadaire, citant un ancien membre du cabinet Rabin, sans préciser le nom de son informateur, ajoute qu'Israël aurait entre autres fourni 110 tanks, 5 000 mitrailleuses et 12 000 fusils aux forces chrétiennes. Cette déclaration aurait été prise en mai 1976, lors d'une rencontre secrète entre MM. Itzhak Rabin, alors premier ministre israélien, son ministre de la défense, M. Shimon Peres, et les leaders libanais chrétiens Camille Chamoun, dirigeant du parti national libéral, et Pierre Gemayel, chef du parti des Phalanges.

De plus, des officiers israéliens auraient assuré la liaison dans certains villages chrétiens au Sud-Liban, et mille cinq cents Libanais auraient été entraînés dans des bases militaires israéliennes, ajoute *Time*.

● M. Begin, premier ministre israélien, dans une diatribe de journaux, une visite officielle de quatre jours en Roumanie. Le gouvernement roumain avait invité le chef du gouvernement israélien, il y a un an, et a confirmé son invitation après les élections israéliennes. On s'attendait à ce voyage de M. Begin dans le seul pays communiste d'Europe à rompre ses relations diplomatiques avec Israël, à la suite de la guerre de 1967. (Corresp.)

Egypte

Le président Sadate suspend les exportations de coton vers l'U.R.S.S.

Alexandrie (A.F.P.). — Le président Sadate a annoncé dimanche 14 août qu'il avait décidé de suspendre les exportations de coton égyptien à destination de l'U.R.S.S. en raison de l'embargo soviétique sur les pièces de rechange destinées à l'armée égyptienne.

Le chef de l'État égyptien, qui s'adressait à un groupe d'étu-

diants d'Alexandrie, a précisé qu'il avait donné des instructions à son premier ministre pour que soient arrêtées ces exportations à l'U.R.S.S. et à un «demandeur» du bloc soviétique, qu'il n'a pas nommé. Il a souligné à ce propos que l'Égypte avait acheté des chars à ce pays et que l'embargo en avait arrêté la livraison. (Selon *Al Ahras*, il s'agit de la Tchécoslovaquie.)

Le dialogue pourrait reprendre «dès demain»

Le président Sadate a mis l'accent, au cours de son allocution, sur l'attitude de l'Union soviétique qui, a-t-il dit, a cessé d'approvisionner l'Égypte en armements et en pièces de rechange.

Il a précisé à ce propos que, au cours de la visite du ministre égyptien des affaires étrangères au printemps dernier à Moscou, l'Union soviétique avait annulé tous les contrats d'armes conclus précédemment, sans les avoir honorés. Moscou exige, selon le chef de l'État égyptien, que les armes soient dorénavant payées en devises «lourdes». Il a ajouté que l'embargo sur les pièces de rechange transformerait en «fer-

raille» les armes soviétiques dont dispose l'armée égyptienne.

«Nous attendrons, a encore dit le président égyptien, après avoir annoncé la suspension des exportations de coton vers l'Union soviétique, pour voir s'ils vont, ou si non, nous donner notre dû». M. Sadate a ajouté qu'il était disposé toutefois à reprendre le dialogue «dès demain» avec Moscou.

Le chef de l'État égyptien a fait état, d'autre part, de la «collusion» entre l'Union soviétique et la Libye, et a brandi à nouveau la menace d'une «riposte d'une extrême violence» si une quelconque opération est entreprise aux frontières ou à l'intérieur de l'Égypte.

Un accord de troc

L'U.R.S.S. et, à un degré moindre, la Tchécoslovaquie, «envalent» un peu plus de la moitié de la production égyptienne de coton. Il s'agissait de l'exécution d'un «accord de troc» entre les trois pays : l'Égypte n'ayant ni devises ni matières premières pour payer les livraisons de l'Est, il ne lui restait, comme monnaie d'échange, que le coton.

Au début du siècle, l'Égypte était le troisième producteur mondial de coton, avec 7 % du marché, loin derrière les États-Unis (60 %) et l'Inde (20 %). Aujourd'hui, et la qualité du coton égyptien reste, de par ses spécialistes, la meilleure du monde, sa part sur le marché mondial a sensiblement diminué. De nouveaux producteurs sont arrivés. La production mondiale annuelle avoisine 60 millions de balles (1 balle = 216 kilos). Sur ce total, les pays de l'Est et la Chine produisent 24 millions de balles (40 %), les États-Unis,

11,5 millions (19 %). Le reste du monde — essentiellement le tiers-monde — fournit 27,5 millions. L'Égypte produit, bon an mal an, 2 millions de balles (3,3 % du total).

Premier producteur mondial, l'U.R.S.S. exporte une partie non négligeable de son coton vers l'Asie (Japon, Hongkong, Thaïlande, Vietnam et Corée du Nord). Quant à l'Égypte, elle a paradoxalement importé ces dernières années du coton de qualité moyenne de Chine et des États-Unis pour approvisionner ses propres usines textiles, la production locale — de qualité — étant destinée à l'étranger et représentant 60 % en valeur les exportations égyptiennes.

La décision du président Sadate de suspendre les livraisons vers l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie ne devrait donc aucunement gêner ces deux pays. De même, l'Égypte n'aura aucun mal à écouler son coton sur le marché mondial.

AFRIQUE

L'aide nucléaire à Pretoria

(Suite de la première page.)

Cet incident marque une sérieuse détérioration des relations franco-soviétiques quelques semaines après la visite de M. Brejnev à Paris.

Pourquoi l'U.R.S.S. attaque-t-elle sur ce terrain la France avec laquelle elle proclame par ailleurs sa volonté d'entretenir les meilleures relations ? Probablement parce que la France est aujourd'hui la puissance occidentale qui s'emploie le plus activement à contrôler la politique soviétique en Afrique. On l'a vu il y a quelques semaines au Zaïre ; on le voit actuellement dans la «corne de l'Afrique» où la rencontre a eu lieu en présence du ministre kenyan des affaires étrangères, M. Walyakal. M. Ghiorgis, a bien entendu demandé à M. de Guiringaud, comme l'avait fait précédemment son collègue kenyan, si la France se disposait à rendre des armes à la Somalie. Le ministre français a répondu, comme il l'avait fait aux dirigeants de Nairobi, que rien n'était décidé, que la France n'étudiait qu'un dixième de la demande d'armement somalienne et ne livrait éventuellement que des armes défensives.

M. Ghiorgis aurait confirmé pour sa part que son pays avait reçu des armes soviétiques. M. de Guiringaud lui ayant demandé s'il savait que l'U.R.S.S. avait désarmé, il y a environ une semaine, quelque soixante-dix chars à Berbera (Somalie), le ministre éthiopien aurait indiqué qu'il était au courant. Interrogé par le ministre français sur les relations entre l'Éthiopie et la nouvelle République de Djibouti, M. Ghiorgis s'en est déclaré satisfait, tout en soulignant que le trafic entre les deux pays était nul. Les dirigeants éthiopiens regretteraient également de ne pas avoir encore obtenu que leur ambassade soit accréditée à Djibouti. Les deux ministres ont pris rendez-vous à New-York en septembre pendant l'Assemblée de l'ONU.

Avant sa rencontre avec le ministre français, M. Ghiorgis avait tenu une conférence de presse à Nairobi. Après avoir miné les pertes éthiopiennes en Ogaden, il avait déclaré que son pays était victime d'une agression somalienne. «Aujourd'hui c'est l'Éthiopie, demain ce sera le tour du Kenya, et après-demain celui de Djibouti», a-t-il déclaré. Interrogé ensuite au micro de R.T.I., il a célébré l'unité libérée de l'Afrique et a rappelé la responsabilité de la France dans le maintien de l'indépendance de Djibouti. «Je crois, dit-il, que si la France répond à ses engagements et à ses obligations dans cette région (...), ce pourrait être un facteur de stabilité et de maintien de la paix et de la sécurité».

MAURICE DELARUE.

Le conflit dans la corne de l'Afrique

(Suite de la première page.)

A Mogadiscio, le général Siyad Barre a appelé, dimanche, la population à résister à l'«invasion» de la liberté et a ajouté : «Nous ne resterons pas passifs si des forces étrangères interviennent dans le conflit». Toutefois, le président de la République a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de mener des troupes venues de Cuba, «pays socialiste révolutionnaire, qui soutient les oppresseurs», aux côtés des forces éthiopiennes.

Selon l'agence Associated Press citant des diplomates en poste à Nairobi, les États-Unis se seraient refusés à fournir des armes à la Somalie aussi longtemps que durent les affrontements. La Grande-Bretagne et la France

L'UNION SOVIÉTIQUE INVITE À NOUVEAU LA SOMALIE ET L'ÉTHIOPIE À «ENGAGER UN DIALOGUE CONSTRUCTIF»

(De notre correspondant.)

Moscou. — L'agence Tass a diffusé, le dimanche 14 août, une «déclaration autorisée» par laquelle elle invite la Somalie et l'Éthiopie à ouvrir les négociations. L'agence officielle soviétique «exprime l'espoir que la Somalie et l'Éthiopie feront preuve de sagesse politique et de réserve, qu'elles mettront un terme immédiat au conflit militaire et prendront place autour de la table de négociations pour engager un dialogue constructif dans l'intérêt de la normalisation des rapports entre les deux pays voisins, en se fondant sur les principes du respect de la souveraineté et de la non-ingérence dans les affaires d'autrui».

En même temps, l'agence Tass reprend les accusations déjà formulées contre la Somalie en évoquant «les combats entre les unités de l'armée régulière somalienne et les troupes éthiopiennes»,

hâteraient à la faire. Paris, Londres et Washington auraient en effet la conviction que Mogadiscio a engagé des forces importantes de son armée régulière dans l'Ogaden, ce qui expliquerait les succès remportés par les rebelles.

Sur le plan diplomatique, le ministre somalien des affaires étrangères, M. Jama Barre, a déclaré samedi à Rome, où il se trouve en séjour privé, qu'il n'excluait pas une tentative de médiation italienne. Le ministre a affirmé que «des troupes étrangères» soutenaient l'armée éthiopienne, sans préciser la nationalité. Pour sa part, le gouvernement de Djibouti a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de prendre part au conflit et a proclamé sa «stricte neutralité».

LA CRISE RHODÉSIENNE

Les entretiens de Londres ne semblent pas avoir abouti à des résultats importants

De notre correspondant

Londres. — La nouvelle initiative anglo-américaine de règlement de la crise rhodésienne n'est pas sortie renforcée des entretiens qui viennent de s'achever à Londres (le *Monde* daté 14-15 août). Les deux gouvernements partent du principe que toute stratégie pour assurer le remplacement du régime de M. Ian Smith par un système majoritaire doit être acceptable par «toutes les parties». Au cours de leur déjeuner de travail aux Chequers samedi, MM. Callaghan, David Owen et Cyrus Vance ont longuement examiné les nombreuses difficultés restant à applanir avant de trouver une solution satisfaisante.

Le secrétaire au Foreign Office a insisté à nouveau sur la nécessité de prendre en considération les points de vue des cinq présidents des pays «de première

Zaïre

M. Karl I Bond, ministre des affaires étrangères a été arrêté pour «haute trahison»

Kinshasa (A.F.P.). — M. Nguzwa Karl I Bond, commissaire d'État (ministre) zaïrois des affaires étrangères, a été arrêté samedi au bureau politique du Mouvement populaire de la révolution (M.P.R.) et vice-président du conseil d'État, a été accusé, samedi 13 août, de «haute trahison» par le président Mobutu. M. Karl I Bond a été destitué de toutes ses fonctions et mis en état d'arrestation.

L'ancien ministre est accusé de n'avoir pas fait part au président des menaces d'invasion imminente du Shaba, dont il était informé.

«L'ancien ministre est accusé de n'avoir pas fait part au président des menaces d'invasion imminente du Shaba, dont il était informé».

«L'ancien ministre est accusé de n'avoir pas fait part au président des menaces d'invasion imminente du Shaba, dont il était informé».

«L'ancien ministre est accusé de n'avoir pas fait part au président des menaces d'invasion imminente du Shaba, dont il était informé».

«L'ancien ministre est accusé de n'avoir pas fait part au président des menaces d'invasion imminente du Shaba, dont il était informé».

EUROPE

Miroir du Nord

«SOUVENEZ-VOUS DE 1690 !»

Com

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

A l'un

EUROPE

LES MANIFESTATIONS DU WEEK-END

Egypte

Le président Sadate suspend les exportations de coton vers l'U.R.S.S.

Irlande du Nord

LA « MARCHÉ DES APPRENTIS » A LONDONDERRY

« Souvenez-vous de 1690 ! »

De notre envoyé spécial

Belfast. — OÙ, quand et comment les républicains de l'IRA provisoire allaient-ils répondre à la brève visite de la reine d'Angleterre, la semaine dernière, en Irlande du Nord ?

L'art de lancer et de rattraper leur canne à pommeau. En tête du cortège, bien protégé par des policiers vêtus de gilet pare-balles, posés tous les 2 mètres, le pasteur Ian Paisley, leader des « loyalistes ». Le quartier catholique, le Bogside, à l'entrée duquel on peut lire en lettres capitales noires sur un mur blanc entouré de grillage : « Vous entrez dans Derry libre » — souvenir de l'été 1969, comme dans William Street, à proximité d'un des nombreux petits blockhaus qui séparent les zones protestante et catholique, et que l'on franchit après une fouille minutieuse, deux cents jeunes ont, en fin d'après-midi, lancé des pierres et des bouteilles en direction des projectiles de mitrailleuse. Quatre manifestants ont été blessés au cours de ces affrontements qui ont duré jusqu'à la soirée : cinq autres ont été interpellés. Ce sera le seul véritable incident de la journée.

Une procession avec bandières, tambours, flûtes et cornemuses. Plus de dix mille personnes venues de toute l'Irlande du Nord, d'Écosse, d'Angleterre, près d'une centaine d'orchestres, des couleuvres colorées, des klis, et les « apprentis » avec leur drapeau sur lequel est écrit : « No surrender club. Remember 1690 » (Le club de ceux qui ne se rendent pas. Souvenez-vous de 1690). Les « apprentis », jeunes aux bras tatoués et aux cheveux longs, adultes aux joues rouges par le grand air, portant autour du cou une large écharpe grenat brodée d'or. La plupart défilent en gants blancs, chapeau melon, leur parapluie à la main. Certains portent des sabres. Ils avancent au pas cadencé, raides. Les tambours-majors des formations musicales rivalisent dans

La matin, lors de la cérémonie protestante à la cathédrale, le doyen de Londonderry avait déclaré : « La presse du monde entier est venue cette semaine en Irlande du Nord, mais pas pour voir des signes de bon vouloir d'or. Ce qu'elle cherchait, c'était une « réaction », une confrontation. Remerciez Dieu qu'elle n'ait pas trouvé ce qu'elle espérait. » Les « provos » sont effectivement restés chez eux. Comment expliquer cette défection ? Les forces de l'ordre étaient sans doute trop importantes et Londonderry est peut-être fatiguée de la violence.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Chypre

M. Kyprianou assumera les fonctions de président jusqu'aux élections de février prochain

Nicosie (A.F.P.). — M. Spyros Kyprianou, chef du parti démocratique chypriote, a assumé les fonctions de président de la République de Chypre jusqu'aux élections de février 1978. Les partis politiques chypriotes ont en effet décidé de se réunir à Nicosie, le 3 août, pour élire M. Kyprianou, président par intérim depuis la mort de Mgr Makarios le 3 août dernier, soit de ne pas lui opposer de candidat aux élections présidentielles complémentaires qui se dérouleront le 10 septembre prochain.

M. Clerides et, d'autre part, M. Kyprianou, Ezechias Paphos (A.F.P.). Les divergences ne portent pas tant sur la personne de M. Kyprianou que sur la politique que ce dernier appliquera.

Le parti communiste Akel, le parti socialiste Edek, M. Tassos Pappadopoulos, négociateur chypriote, et les négociateurs chypriotes, et les représentants syndicaux agricoles de Chypre ont décidé d'appuyer la candidature de M. Kyprianou aux élections du 10 septembre.

Sans exposer, en septembre, un nouveau recours de Chypre aux Nations unies, qui serait appuyé sans réserve par les trois autres partis. M. Clerides est plutôt favorable à un règlement du problème de Chypre « dans un cadre bilatéral ». Il préfère encourager « des initiatives nouvelles de la part des États-Unis et des pays membres de la Communauté économique européenne, afin de persuader la Turquie de faire preuve de modération et de raison dans l'affaire de Chypre ».

En dépit des nombreuses consultations de ces derniers jours, de sérieuses divergences demeurent entre d'une part

pas favorable à la convocation d'une conférence internationale chargée de trouver une solution au problème de Chypre. Une telle conférence a été proposée par l'Union soviétique, approuvée en principe par le gouvernement chypriote, et elle est appuyée par les partis socialistes, démocratique et communiste.

M. Kyprianou a affirmé pour sa part qu'il « suivra fidèlement la politique du président Makarios dans tous les domaines ».

A travers le monde

Irlande du Nord

● A L'OCCASION DU HUITIÈME ANNIVERSAIRE de l'arrivée des troupes britanniques en Irlande du Nord, le 7 mars, de Londres, public lundi 15 août le bilan de huit années de combats dans la province, selon les chiffres que l'armée lui a communiqués. Pendant cette période, deux cent cinquante et onze soldats ont été tués et trois mille vingt-cinq blessés (au moins quatre jours d'hospitalité). Seize des soldats tués étaient membres de la brigade antiséciste tués parmi les membres de l'Ulster Defence Regiment (armée auxiliaire recrutée localement).

ouest-allemand, le 19 août prochain à Vienne. La situation économique des deux pays sera au centre des conversations. Rome craint qu'un éventuel ralentissement de l'activité industrielle allemande ne se répercute en Italie. M. Giannini et Schmidt devraient également aborder le thème de l'élargissement de la C.E.E. — (Corresp.)

Roumanie

● M. CEAUȘESCU a reçu, samedi 13 août, dans la station balnéaire de Neptune, au bord de la mer Noire, M. Giannini, chargé des questions de politique étrangère dans le P.C. italien. Cet entretien intervient après la brève visite du chef du parti d'union pour le renouveau de l'État roumain en Crimée pour rencontrer M. Brejnev, et le lendemain d'un voyage éclair à Bucarest de M. Santiago Carrillo, chef du P.C. espagnol. — (A.F.P.)

Italie

● LE PRÉSIDENT DU CONSEIL ITALIEN, M. GIULIO ANDREOTTI, rencontrera M. Helmut Schmidt, le chancelier

Corse

A Furiani, huit mille personnes acclament un homme du maquis

De notre envoyé spécial

Bastia. — Edmond Simeoni vient d'achever son discours programme, qui pas duré moins de trois heures, en invitant la jeunesse corse à « ne pas se cantonner dans le dilettantisme, à ne pas succomber à un gauchisme infantile, à ne pas se satisfaire d'une agression inutile ». Une dernière mise en garde : « Rentrez calmement chez vous. Rien ne doit ternir cette journée historique ».

Bonsculades, chuchotements, Godefrani sur le podium ont été rangés des vingt et un membres du bureau politique du mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse (U.P.C.). Soudain, comme un diable sorti de sa boîte, Max Simeoni apparaît : il y a près d'un an depuis le dynamisme de la cave Cohen Skall, le 22 août dernier, que le frère d'Edmond court le maquis. Dehors dans l'assistance : les drapeaux dans tous sens, les conques marines se mettent à mugir.

Edmond Simeoni se fait attendre. On demande au micro deux motocyclistes pour escorter sa voiture, qui, parait-il, est prise dans un embouteillage monstrueux. Pour créer le climat d'un responsable de l'U.P.C. lit des télégrammes des Cortes de la diaspora, d'Étampes aussi bien que de Porto-Ferrato, l'hymne « national » à Columbus, remplit lorsque le leader autonomiste — chemise noire et complet bleu — monte à la tribune. Les bras levés, il s'agit de satisfaction, d'émotion aussi. Il aime son île, et son île le lui rend bien.

La loi du retour

Edmond Simeoni se fait attendre. On demande au micro deux motocyclistes pour escorter sa voiture, qui, parait-il, est prise dans un embouteillage monstrueux. Pour créer le climat d'un responsable de l'U.P.C. lit des télégrammes des Cortes de la diaspora, d'Étampes aussi bien que de Porto-Ferrato, l'hymne « national » à Columbus, remplit lorsque le leader autonomiste — chemise noire et complet bleu — monte à la tribune. Les bras levés, il s'agit de satisfaction, d'émotion aussi. Il aime son île, et son île le lui rend bien.

En préambule, Edmond Simeoni s'excuse de parler français. Éricacité et courtoisie obligent : la presse nationale et internationale est là. Pendant deux bonnes heures, il va assaillir le passé de la Corse pour découvrir « la permanence granitique d'un sentiment national » et constater « son insupportable chronicité à l'unité ». Au terme de ce cours d'histoire, il en vient à dresser un quasi-constat de faillite.

S'il n'hésite pas à s'attaquer comme de tradition aux chefs de clan « vauriens dans la corruption, la prévarication et le népotisme », il n'en critique pas moins « leur point excessif du verbe, l'intrigue et du faux courage ».

Le leader autonomiste dénonce ensuite l'action des polices parallèles. « Berbeuse, nous nous connaissons tous, lance-t-il. Vous êtes bagués comme des pigeons. » Et de citer deux « fonctionnaires fascistes » du régime de Vichy, le ministre des armées, l'antre de la préfecture. « Des noms, des noms », crient des jeunes. Ils resteront sur leur faim, Edmond Simeoni se contente de préciser : « Ces tra-

teurs, de jolies filles vendent la bonne parole autonomiste et toutes sortes de gadgets frappés de la tête de Maure. Beaucoup de jeunes sur les gradins. Beaucoup de Cortes du continent.

« L'insistance avec laquelle Edmond Simeoni a invité son auditoire à faire preuve de maturité aura incommode plus d'un jeune autonomiste. « La responsabilité, roidé le maître-mot, indique-t-il. Le peuple fera sa décision. En Corse la force n'a jamais primé le droit et ne le primera jamais. »

« En tout cas, même si Edmond Simeoni s'est employé plus nettement que jamais à dénoncer la violence, il est probable que beaucoup de Cortes continueront de faire l'amalgame entre les autonomistes et les indépendantistes. L'U.P.C. et le P.L.N., de critiquer pie-mêle « ces faiseurs de troubles », ceux qui les inspirent et ceux qui les commettent. A cet égard, les propos d'Edmond Simeoni auront moins d'écho dans les villages de la montagne que le récent dynamisme de la station-relais de télévision de Serra-di-Pigno. Après le rassemblement de Furiani, les insulaires n'y voient pas beaucoup plus clair dans leur esprit que sur leur petit écran.

JACQUES DE BARRIN.

Flamanville

Crachin sur une kermesse anti-nucléaire

De notre correspondant

Cherbourg. — Organisée par le comité contre la pollution atomique dans la Hague, avec le concours des vingt-cinq comités anti-nucléaires de la Manche la fête anti-nucléaire de la Hague s'est déroulée dimanche 14 août, où environ deux mille personnes ont participé à la manifestation.

ressources, malgré les efforts des militants. La participation n'a été, en effet, que de quelques centaines de personnes samedi soir. Environ deux mille le lendemain après-midi, quatre mille samedi matin. Les organisateurs ont constaté que les adversaires n'ont pas manqué. Les partis politiques, à l'exception du P.S.U. et des mouvements gauchistes, se sont tenus à l'écart (le Monde du 13 août).

Dans un herbage prêté par un agriculteur de la commune voisine de Gréville-Hague, en bordure de la route nationale Cherbourg-Andoverville, les écologistes du CRILAN (comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire) avaient dressé, dès le 12 août, un podium, un chapiteau et une trentaine de stands destinés à accueillir les comités, organismes, syndicats et partis invités à s'exprimer sur le nucléaire.

M. Alexis Boivin, nouveau président du CRILAN, a rappelé : « Nous n'oublions pas que l'usine de la Hague demeure le plus grand danger attaché à l'énergie nucléaire. Nous sommes peut-être loin des sites, mais nous n'avons pas le droit de ne pas nous en préoccuper. »

Le site de la future centrale de Flamanville se trouve à quelque treize kilomètres de là. Pas question d'organiser une marche « sauvage » vers le chantier, ni même vers l'usine de plutonium située à cinq kilomètres. Qualifiée de « populaires et pacifiques » par les organisateurs, les festivités prévues ont mêlé le folklore normand à la chanson pop et à la danse, le sketch « anar » à la projection de films, et aux débats sur le retraitement des combustibles irradiés, les déchets atomiques et le développement de la filière nucléaire. Tout cela dans une atmosphère bon enfant. C'est d'ailleurs le reproche que certains manifestants, venus de loin, n'ont pas manqué de faire aux organisateurs en critiquant leur parti pris de non-violence.

Pour Flamanville, l'espoir de récupérer le site par la force, comme à Pâques dernier, paraît en tout cas exclu après ce qui s'est passé à Malville. C'est en réunissant les parcelles des agriculteurs touchées par le projet au sein d'un groupement foncier agricole que le comité régional espère reculer l'échéance. Une souscription nationale — comme au Larzac — va être lancée. Mais, pour l'ensemble du problème, et notamment pour le centre de la Hague, c'est sur le débat national, à l'occasion des législatives de 1978 que le CRILAN compte désormais en priorité.

RENÉ MOIRAND.

Le troupeau de l'impuissance

Un pré à peine grand comme un terrain de foot et loin d'être plein : vue du ciel, la fête anti-nucléaire de Beaumont-la-Hague devait paraître dimanche 14 août une goutte dans la mer. L'avion de tourisme qui était le bœuf, sans le courage d'avouer sur ses ailes au profit de qui, a pu rassurer la préfecture. Il n'y aurait pas de Malville normand. Force restait à la loi que quelques technocrates ont dictée aux paysans de Flamanville du haut des maquettes de l'E.D.F.

Le pouvoir peut donc envoyer les bulldozers et les grenades. Les brebis bèleront à peine. Mais il faut savoir que dimanche à la Hague, sous l'avalon de la préfecture victorieuse mais étranger comme un occupant, ce troupeau de l'impuissance rassemblait plus d'intelligence, d'amour, de pureté que tous les conseils malicieux du gouvernement, et finalement plus d'avant parce qu'il est attentif aux seules lois qui valent, celles de la nature. — E.P.D.

L'indicateur de police dépêché à la fête même a dû confirmer ces bonnes nouvelles. Pas un monsieur à cravate ni un seul décor, rien que des 2 CV branlantes, des chevelus, des zozos grattant la guitare, rêvant d'olienne, machonnant de la crêpe de sarrazin sous le crachin. Tout juste quelques profs en famille, le contingent habituel de gauchistes vendeurs de brochures et une poignée de militants C.F.D.T., aphones à force de bonne volonté : bref, la marge de la marge.

Seuls les paysans du cru, reconnaissables au chaume de

Laurent Greilsamer.

La détermination des « 103 »

Des phrases « bien senties », montaient aux lèvres des organisateurs de cette marche aux alures de pèlerinage. « La où nous marchons, nous avons nos raisons », en avaient-ils dit. « Cette manifestation est provocante, c'est vrai, mais nous voulons créer l'abécès. » Comme l'avait déclaré solennellement un agriculteur du plateau en intro-

à l'égard du président de la République »

Tribune internationale
des femmes

... ..

[illegible]

SPORTS

VOILE

Septième victoire de la Grande-Bretagne dans l'Admiral's Cup

Pour la septième fois en onze rencontres la Grande-Bretagne a gagné l'Admiral's Cup, championnat du monde de la course en haute mer. Depuis la fin de juillet, dix-neuf nations se sont mesurées, avec trois bateaux chacune, dans cinq épreuves dont la dernière et la plus importante était la course du Fastnet (605 milles) qui provoque presque toujours des surprises. L'indolence des vents a porté cette année, la durée de l'épreuve à cinq jours et demi pour les plus rapides. Plusieurs équipages avaient institué un rationnement de l'eau douce et des vivres.

Depuis 1963 on n'avait jamais autant flûté. En 1953, il est vrai, un des concurrents avait mis quinze jours pour accomplir le parcours. Quant au record du Fastnet, il est détenu depuis 1971 avec trois jours et sept heures par l'Américain Eagle.

Dans toutes les épreuves de l'Admiral's Cup, l'équipe britannique a obtenu des résultats réguliers avec Moonshine, Yeoman et Marlborough. Ayant obtenu 1130 points, elle précède de 46 points les Etats-Unis dont l'un des voiliers, Bay-Sea, a subi une pénalisation de 44 points dans une des régates du Solent. Comme on le voit, la partie était très serrée entre les deux favoris de la compétition. Et tandis que, chez les Américains, Scaramouche s'attardait dans le Fastnet, leur troisième représentant, Imp, confirmait sa supériorité. Ce voilier en aluminium de 12,20 mètres s'est montré, devant Moonshine, le meilleur des cinquante-sept concurrents de l'Admiral's Cup après avoir, au début de cette année, dominé ses concurrents dans les épreuves du SOHC (South Ocean Racing Circuit).

Ce succès renouvelé ne demeurera pas sans lendemain. Le chantier britannique Nautor, l'un des plus importants d'Europe, qui, depuis plus de dix ans, livre en série dans le monde entier ses Swin en plastique, toujours dessinés par l'Américain Stephens, innove en préparant un Swan 38 qui ressemblera comme un frère à Imp et sera naturellement, comme lui, conçu par Ron Holland, jeune architecte néo-zélandais établi en Irlande.

Les Français en progrès

Bien que nettement distancé par les deux grands de la voile, Hong Kong prend une troisième place flatteuse : son équipage comprendait en particulier Le Pantier, un Peteron identique au Moonshine anglais. La République fédérale d'Allemagne, qui avait gagné la coupe en 1973, termine quatrième, en s'appuyant sur le très bon Champagne (Petersen), et devance de très peu l'Italie. La sixième place de la France est honorable et marque un progrès (nuitième en 1973 et dixième en 1975). Révolution en dix ans ne terminant que vingt-huitième dans le Fastnet, loin derrière Emu, douzième, mais précédant largement l'Autriche, trente-septième. L'Autriche victorieuse en 1967, septième cette année, déçoit, tout comme l'Irlande, huitième, qui alignait trois Ron Holland, dont le beau Big Apple.

Les deux équipes qui faisaient leurs débuts dans l'Admiral's Cup ferment la marche : le Japon est dix-huitième et la Pologne dix-neuvième.

FRANÇOIS JANIN.

ÉCHECS

Tournoi des candidats SPASSKY GAGNE LA TREIZIÈME PARTIE

Génère (A.F.P.). — Le Soviétique Boris Spassky a gagné dimanche la treizième partie de la demi-finale du Tournoi des candidats au titre mondial d'échecs qui l'oppose au Hongrois Lajos Portisch.

Le joueur soviétique, qui a remporté la victoire au quarantième coup, termine actuellement par 7 points à 6.

TOURNOI DES CANDIDATS (treizième partie)

Biancs : SPASSKY

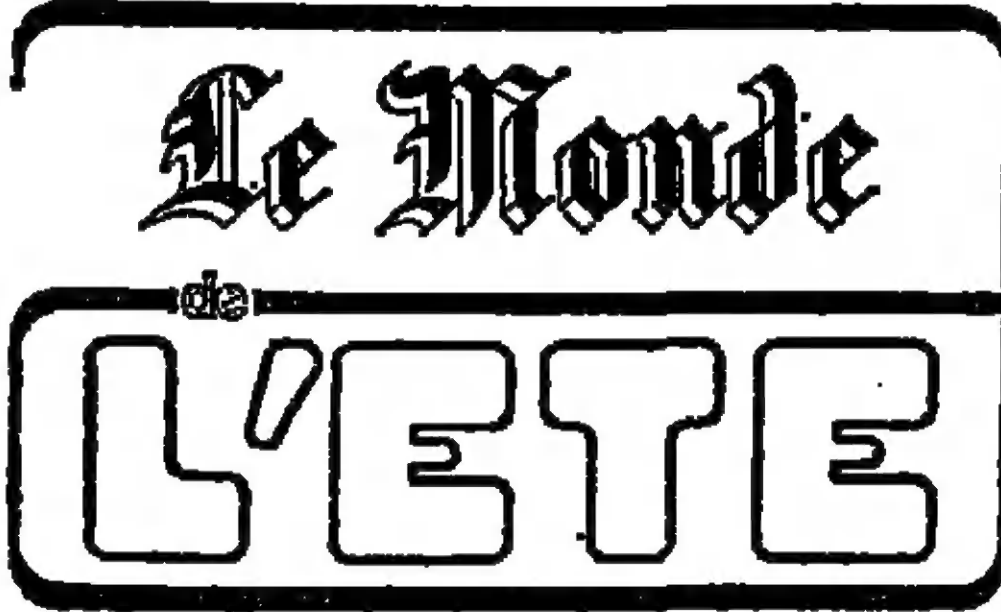
Noirs : PORTISCH

1. 44	2. 21	3. 21	4. 21
5. 21	6. 21	7. 21	8. 21
9. 21	10. 21	11. 21	12. 21
13. 21	14. 21	15. 21	16. 21
17. 21	18. 21	19. 21	20. 21
21. 21	22. 21	23. 21	24. 21
25. 21	26. 21	27. 21	28. 21
29. 21	30. 21	31. 21	32. 21
33. 21	34. 21	35. 21	36. 21
37. 21	38. 21	39. 21	40. 21
41. 21	42. 21	43. 21	44. 21
45. 21	46. 21	47. 21	48. 21
49. 21	50. 21	51. 21	52. 21
53. 21	54. 21	55. 21	56. 21
57. 21	58. 21	59. 21	60. 21
61. 21	62. 21	63. 21	64. 21
65. 21	66. 21	67. 21	68. 21
69. 21	70. 21	71. 21	72. 21
73. 21	74. 21	75. 21	76. 21
77. 21	78. 21	79. 21	80. 21
81. 21	82. 21	83. 21	84. 21
85. 21	86. 21	87. 21	88. 21
89. 21	90. 21	91. 21	92. 21
93. 21	94. 21	95. 21	96. 21
97. 21	98. 21	99. 21	100. 21

Volle

ADMIRAL'S CUP

1. Angliens, 1130 pts ; 2. États-Unis, 1084 ; 3. Hongkong, 921 ; 4. Allemagne, 875 ; 5. France, 779 ; 6. Espagne, 779 ; 7. Autriche, 778 ; 8. Argentine, 747 ; 9. Irlande, 718 ; 10. Japon, 644 ; 11. Pologne, 644 ; 12. Italie, 644 ; 13. Pays-Bas, 644 ; 14. Suède, 644 ; 15. Japon, 644 ; 16. Pologne, 644 ; 17. Japon, 644 ; 18. Pologne, 644 ; 19. Japon, 644 ; 20. Pologne, 644 ; 21. Japon, 644 ; 22. Pologne, 644 ; 23. Japon, 644 ; 24. Pologne, 644 ; 25. Japon, 644 ; 26. Pologne, 644 ; 27. Japon, 644 ; 28. Pologne, 644 ; 29. Japon, 644 ; 30. Pologne, 644 ; 31. Japon, 644 ; 32. Pologne, 644 ; 33. Japon, 644 ; 34. Pologne, 644 ; 35. Japon, 644 ; 36. Pologne, 644 ; 37. Japon, 644 ; 38. Pologne, 644 ; 39. Japon, 644 ; 40. Pologne, 644 ; 41. Japon, 644 ; 42. Pologne, 644 ; 43. Japon, 644 ; 44. Pologne, 644 ; 45. Japon, 644 ; 46. Pologne, 644 ; 47. Japon, 644 ; 48. Pologne, 644 ; 49. Japon, 644 ; 50. Pologne, 644 ; 51. Japon, 644 ; 52. Pologne, 644 ; 53. Japon, 644 ; 54. Pologne, 644 ; 55. Japon, 644 ; 56. Pologne, 644 ; 57. Japon, 644 ; 58. Pologne, 644 ; 59. Japon, 644 ; 60. Pologne, 644 ; 61. Japon, 644 ; 62. Pologne, 644 ; 63. Japon, 644 ; 64. Pologne, 644 ; 65. Japon, 644 ; 66. Pologne, 644 ; 67. Japon, 644 ; 68. Pologne, 644 ; 69. Japon, 644 ; 70. Pologne, 644 ; 71. Japon, 644 ; 72. Pologne, 644 ; 73. Japon, 644 ; 74. Pologne, 644 ; 75. Japon, 644 ; 76. Pologne, 644 ; 77. Japon, 644 ; 78. Pologne, 644 ; 79. Japon, 644 ; 80. Pologne, 644 ; 81. Japon, 644 ; 82. Pologne, 644 ; 83. Japon, 644 ; 84. Pologne, 644 ; 85. Japon, 644 ; 86. Pologne, 644 ; 87. Japon, 644 ; 88. Pologne, 644 ; 89. Japon, 644 ; 90. Pologne, 644 ; 91. Japon, 644 ; 92. Pologne, 644 ; 93. Japon, 644 ; 94. Pologne, 644 ; 95. Japon, 644 ; 96. Pologne, 644 ; 97. Japon, 644 ; 98. Pologne, 644 ; 99. Japon, 644 ; 100. Pologne, 644 ; 101. Japon, 644 ; 102. Pologne, 644 ; 103. Japon, 644 ; 104. Pologne, 644 ; 105. Japon, 644 ; 106. Pologne, 644 ; 107. Japon, 644 ; 108. Pologne, 644 ; 109. Japon, 644 ; 110. Pologne, 644 ; 111. Japon, 644 ; 112. Pologne, 644 ; 113. Japon, 644 ; 114. Pologne, 644 ; 115. Japon, 644 ; 116. Pologne, 644 ; 117. Japon, 644 ; 118. Pologne, 644 ; 119. Japon, 644 ; 120. Pologne, 644 ; 121. Japon, 644 ; 122. Pologne, 644 ; 123. Japon, 644 ; 124. Pologne, 644 ; 125. Japon, 644 ; 126. Pologne, 644 ; 127. Japon, 644 ; 128. Pologne, 644 ; 129. Japon, 644 ; 130. Pologne, 644 ; 131. Japon, 644 ; 132. Pologne, 644 ; 133. Japon, 644 ; 134. Pologne, 644 ; 135. Japon, 644 ; 136. Pologne, 644 ; 137. Japon, 644 ; 138. Pologne, 644 ; 139. Japon, 644 ; 140. Pologne, 644 ; 141. Japon, 644 ; 142. Pologne, 644 ; 143. Japon, 644 ; 144. Pologne, 644 ; 145. Japon, 644 ; 146. Pologne, 644 ; 147. Japon, 644 ; 148. Pologne, 644 ; 149. Japon, 644 ; 150. Pologne, 644 ; 151. Japon, 644 ; 152. Pologne, 644 ; 153. Japon, 644 ; 154. Pologne, 644 ; 155. Japon, 644 ; 156. Pologne, 644 ; 157. Japon, 644 ; 158. Pologne, 644 ; 159. Japon, 644 ; 160. Pologne, 644 ; 161. Japon, 644 ; 162. Pologne, 644 ; 163. Japon, 644 ; 164. Pologne, 644 ; 165. Japon, 644 ; 166. Pologne, 644 ; 167. Japon, 644 ; 168. Pologne, 644 ; 169. Japon, 644 ; 170. Pologne, 644 ; 171. Japon, 644 ; 172. Pologne, 644 ; 173. Japon, 644 ; 174. Pologne, 644 ; 175. Japon, 644 ; 176. Pologne, 644 ; 177. Japon, 644 ; 178. Pologne, 644 ; 179. Japon, 644 ; 180. Pologne, 644 ; 181. Japon, 644 ; 182. Pologne, 644 ; 183. Japon, 644 ; 184. Pologne, 644 ; 185. Japon, 644 ; 186. Pologne, 644 ; 187. Japon, 644 ; 188. Pologne, 644 ; 189. Japon, 644 ; 190. Pologne, 644 ; 191. Japon, 644 ; 192. Pologne, 644 ; 193. Japon, 644 ; 194. Pologne, 644 ; 195. Japon, 644 ; 196. Pologne, 644 ; 197. Japon, 644 ; 198. Pologne, 644 ; 199. Japon, 644 ; 200. Pologne, 644 ; 201. Japon, 644 ; 202. Pologne, 644 ; 203. Japon, 644 ; 204. Pologne, 644 ; 205. Japon, 644 ; 206. Pologne, 644 ; 207. Japon, 644 ; 208. Pologne, 644 ; 209. Japon, 644 ; 210. Pologne, 644 ; 211. Japon, 644 ; 212. Pologne, 644 ; 213. Japon, 644 ; 214. Pologne, 644 ; 215. Japon, 644 ; 216. Pologne, 644 ; 217. Japon, 644 ; 218. Pologne, 644 ; 219. Japon, 644 ; 220. Pologne, 644 ; 221. Japon, 644 ; 222. Pologne, 644 ; 223. Japon, 644 ; 224. Pologne, 644 ; 225. Japon, 644 ; 226. Pologne, 644 ; 227. Japon, 644 ; 228. Pologne, 644 ; 229. Japon, 644 ; 230. Pologne, 644 ; 231. Japon, 644 ; 232. Pologne, 644 ; 233. Japon, 644 ; 234. Pologne, 644 ; 235. Japon, 644 ; 236. Pologne, 644 ; 237. Japon, 644 ; 238. Pologne, 644 ; 239. Japon, 644 ; 240. Pologne, 644 ; 241. Japon, 644 ; 242. Pologne, 644 ; 243. Japon, 644 ; 244. Pologne, 644 ; 245. Japon, 644 ; 246. Pologne, 644 ; 247. Japon, 644 ; 248. Pologne, 644 ; 249. Japon, 644 ; 250. Pologne, 644 ; 251. Japon, 644 ; 252. Pologne, 644 ; 253. Japon, 644 ; 254. Pologne, 644 ; 255. Japon, 644 ; 256. Pologne, 644 ; 257. Japon, 644 ; 258. Pologne, 644 ; 259. Japon, 644 ; 260. Pologne, 644 ; 261. Japon, 644 ; 262. Pologne, 644 ; 263. Japon, 644 ; 264. Pologne, 644 ; 265. Japon, 644 ; 266. Pologne, 644 ; 267. Japon, 644 ; 268. Pologne, 644 ; 269. Japon, 644 ; 270. Pologne, 644 ; 271. Japon, 644 ; 272. Pologne, 644 ; 273. Japon, 644 ; 274. Pologne, 644 ; 275. Japon, 644 ; 276. Pologne, 644 ; 277. Japon, 644 ; 278. Pologne, 644 ; 279. Japon, 644 ; 280. Pologne, 644 ; 281. Japon, 644 ; 282. Pologne, 644 ; 283. Japon, 644 ; 284. Pologne, 644 ; 285. Japon, 644 ; 286. Pologne, 644 ; 287. Japon, 644 ; 288. Pologne, 644 ; 289. Japon, 644 ; 290. Pologne, 644 ; 291. Japon, 644 ; 292. Pologne, 644 ; 293. Japon, 644 ; 294. Pologne, 644 ; 295. Japon, 644 ; 296. Pologne, 644 ; 297. Japon, 644 ; 298. Pologne, 644 ; 299. Japon, 644 ; 300. Pologne, 644 ; 301. Japon, 644 ; 302. Pologne, 644 ; 303. Japon, 644 ; 304. Pologne, 644 ; 305. Japon, 644 ; 306. Pologne, 644 ; 307. Japon, 644 ; 308. Pologne, 644 ; 309. Japon, 644 ; 310. Pologne, 644 ; 311. Japon, 644 ; 312. Pologne, 644 ; 313. Japon, 644 ; 314. Pologne, 644 ; 315. Japon, 644 ; 316. Pologne, 644 ; 317. Japon, 644 ; 318. Pologne, 644 ; 319. Japon, 644 ; 320. Pologne, 644 ; 321. Japon, 644 ; 322. Pologne, 644 ; 323. Japon, 644 ; 324. Pologne, 644 ; 325. Japon, 644 ; 326. Pologne, 644 ; 327. Japon, 644 ; 328. Pologne, 644 ; 329. Japon, 644 ; 330. Pologne, 644 ; 331. Japon, 644 ; 332. Pologne, 644 ; 333. Japon, 644 ; 334. Pologne, 644 ; 335. Japon, 644 ; 336. Pologne, 644 ; 337. Japon, 644 ; 338. Pologne, 644 ; 339. Japon, 644 ; 340. Pologne, 644 ; 341. Japon, 644 ; 342. Pologne, 644 ; 343. Japon, 644 ; 344. Pologne, 644 ; 345. Japon, 644 ; 346. Pologne, 644 ; 347. Japon, 644 ; 348. Pologne, 644 ; 349. Japon, 644 ; 350. Pologne, 644 ; 351. Japon, 644 ; 352. Pologne, 644 ; 353. Japon, 644 ; 354. Pologne, 644 ; 355. Japon, 644 ; 356. Pologne, 644 ; 357. Japon, 644 ; 358. Pologne, 644 ; 359. Japon, 644 ; 360. Pologne, 644 ; 361. Japon, 644 ; 362. Pologne, 644 ; 363. Japon, 644 ; 364. Pologne, 644 ; 365. Japon, 644 ; 366. Pologne, 644 ; 367. Japon, 644 ; 368. Pologne, 644 ; 369. Japon, 644 ; 370. Pologne, 644 ; 371. Japon, 644 ; 372. Pologne, 644 ; 373. Japon, 644 ; 374. Pologne, 644 ; 375. Japon, 644 ; 376. Pologne, 644 ; 377. Japon, 644 ; 378. Pologne, 644 ; 379. Japon, 644 ; 380. Pologne, 644 ; 381. Japon, 644 ; 382. Pologne, 644 ; 383. Japon, 644 ; 384. Pologne, 644 ; 385. Japon, 644 ; 386. Pologne, 644 ; 387. Japon, 644 ; 388. Pologne, 644 ; 389. Japon, 644 ; 390. Pologne, 644 ; 391. Japon, 644 ; 392. Pologne, 644 ; 393. Japon, 644 ; 394. Pologne, 644 ; 395. Japon, 644 ; 396. Pologne, 644 ; 397. Japon, 644 ; 398. Pologne, 644 ; 399. Japon, 644 ; 400. Pologne, 644 ; 401. Japon, 644 ; 402. Pologne, 644 ; 403. Japon, 644 ; 404. Pologne, 644 ; 405. Japon, 644 ; 406. Pologne, 644 ; 407. Japon, 644 ; 408. Pologne, 644 ; 409. Japon, 644 ; 410. Pologne, 644 ; 411. Japon, 644 ; 412. Pologne, 644 ; 413. Japon, 644 ; 414. Pologne, 644 ; 415. Japon, 644 ; 416. Pologne, 644 ; 417. Japon, 644 ; 418. Pologne, 644 ; 419. Japon, 644 ; 420. Pologne, 644 ; 421. Japon, 644 ; 422. Pologne, 644 ; 423. Japon, 644 ; 424. Pologne, 644 ; 425. Japon, 644 ; 426. Pologne, 644 ; 427. Japon, 644 ; 428. Pologne, 644 ; 429. Japon, 644 ; 430. Pologne, 644 ; 431. Japon, 644 ; 432. Pologne, 644 ; 433. Japon, 644 ; 434. Pologne, 644 ; 435. Japon, 644 ; 436. Pologne, 644 ; 437. Japon, 644 ; 438. Pologne, 644 ; 439. Japon, 644 ; 440. Pologne, 644 ; 441. Japon, 644 ; 442. Pologne, 644 ; 443. Japon, 644 ; 444. Pologne, 644 ; 445. Japon, 644 ; 446. Pologne, 644 ; 447. Japon, 644 ; 448. Pologne, 644 ; 449. Japon, 644 ; 450. Pologne, 644 ; 451. Japon, 644 ; 452. Pologne, 644 ; 453. Japon, 644 ; 454. Pologne, 644 ; 455. Japon, 644 ; 456. Pologne, 644 ; 457. Japon, 644 ; 458. Pologne, 644 ; 459. Japon, 644 ; 460. Pologne, 644 ; 461. Japon, 644 ; 462. Pologne, 644 ; 463. Japon, 644 ; 464. Pologne, 644 ; 465. Japon, 644 ; 466. Pologne, 644 ; 467. Japon, 644 ; 468. Pologne, 644 ; 469. Japon, 644 ; 470. Pologne, 644 ; 471. Japon, 644 ; 472. Pologne, 644 ; 473. Japon, 644 ; 474. Pologne, 644 ; 475. Japon, 644 ; 476. Pologne, 644 ; 477. Japon, 644 ; 478. Pologne, 644 ; 479. Japon, 644 ; 480. Pologne, 644 ; 481. Japon, 644 ; 482. Pologne, 644 ; 483. Japon, 644 ; 484. Pologne, 644 ; 485. Japon, 644 ; 486. Pologne, 644 ; 487. Japon, 644 ; 488. Pologne, 644 ; 489. Japon, 644 ; 490. Pologne, 644 ; 491. Japon, 644 ; 492. Pologne, 644 ; 493. Japon, 644 ; 494. Pologne, 644 ; 495. Japon, 644 ; 496. Pologne, 644 ; 497. Japon, 644 ; 498. Pologne, 644 ; 499. Japon, 644 ; 500. Pologne, 644 ; 501. Japon, 644 ; 502. Pologne, 644 ; 503. Japon, 644 ; 504. Pologne, 644 ; 505. Japon, 644 ; 506. Pologne, 644 ; 507. Japon, 644 ; 508. Pologne, 644 ; 509. Japon, 644 ; 510. Pologne, 644 ; 511. Japon, 644 ; 512. Pologne, 644 ; 513. Japon, 644 ; 514. Pologne, 644 ; 515. Japon, 644 ; 516. Pologne, 644 ; 517. Japon, 644 ; 518. Pologne, 644 ; 519. Japon, 644 ; 520. Pologne, 644 ; 521. Japon, 644 ; 522. Pologne, 644 ; 523. Japon, 644 ; 524. Pologne, 644 ; 525. Japon, 644 ; 526. Pologne, 644 ; 527. Japon, 644 ; 528. Pologne, 644 ; 529. Japon, 644 ; 530. Pologne, 644 ; 531. Japon, 644 ; 532. Pologne, 644 ; 533. Japon, 644 ; 534. Pologne, 644 ; 535. Japon, 644 ; 536. Pologne, 644 ; 537. Japon, 644 ; 538. Pologne, 644 ; 539. Japon, 644 ; 540. Pologne, 644 ; 541. Japon, 644 ; 542. Pologne, 644 ; 543. Japon, 644 ; 544. Pologne, 644 ; 545. Japon, 644 ; 546. Pologne, 644 ; 547. Japon, 644 ; 548. Pologne, 644 ; 549. Japon, 644 ; 550. Pologne, 644 ; 551. Japon, 644 ; 552. Pologne, 644 ; 553. Japon, 644 ; 554. Pologne, 644 ; 555. Japon, 644 ; 556. Pologne, 644 ; 557. Japon, 644 ; 558. Pologne, 644 ; 559. Japon, 644 ; 560. Pologne, 644 ; 561. Japon, 644 ; 562. Pologne, 644 ; 563. Japon, 644 ; 564. Pologne, 644 ; 565. Japon, 644 ; 566. Pologne, 644 ; 567. Japon, 644 ; 568. Pologne, 644 ; 569. Japon, 644 ; 570. Pologne, 644 ; 571. Japon, 644 ; 572. Pologne, 644 ; 573. Japon, 644 ; 574. Pologne, 644 ; 575. Japon, 644 ; 576. Pologne, 644 ; 577. Japon, 644 ; 578. Pologne, 644 ; 579. Japon, 644 ; 580. Pologne, 644 ; 581. Japon, 644 ; 582. Pologne, 644 ; 583. Japon, 644 ; 584. Pologne, 644 ; 585. Japon, 644 ; 586. Pologne, 644 ; 587. Japon, 644 ; 588. Pologne, 644 ; 589. Japon, 644 ; 590. Pologne, 644 ; 591. Japon, 644 ; 592. Pologne, 644 ; 593. Japon, 644 ; 594. Pologne, 644 ; 595. Japon, 644 ; 596. Pologne, 644 ; 597. Japon, 644 ; 598. Pologne, 644 ; 599. Japon, 644 ; 600. Pologne, 644 ; 601. Japon, 644 ; 602. Pologne, 644 ; 603. Japon, 644 ; 604. Pologne, 644 ; 605. Japon, 644 ; 606. Pologne, 644 ; 607. Japon, 644 ; 608. Pologne, 644 ; 609. Japon, 644 ; 610. Pologne, 644 ; 611. Japon, 644 ; 612. Pologne, 644 ; 613. Japon, 644 ; 614. Pologne, 644 ; 615. Japon, 644 ; 616. Pologne, 644 ; 617. Japon, 644 ; 618. Pologne, 644 ; 619. Japon, 644 ; 620. Pologne, 644 ; 621. Japon, 644 ; 622. Pologne, 644 ; 623. Japon, 644 ; 624. Pologne, 644 ; 625. Japon, 644 ; 626. Pologne, 644 ; 627. Japon, 644 ; 628. Pologne, 644 ; 629. Japon, 644 ; 630. Pologne, 644 ; 631. Japon, 644 ; 632. Pologne, 644 ; 633. Japon, 644 ; 634. Pologne, 644 ; 635. Japon, 644 ; 636. Pologne, 644 ; 637. Japon, 644 ; 638. Pologne, 644 ; 639. Japon, 644 ; 640. Pologne, 644 ; 641. Japon, 644 ; 642. Pologne, 644 ; 643. Japon, 644 ; 644. Pologne, 644 ; 645. Japon, 644 ; 646. Pologne, 644 ; 647. Japon, 644 ; 648. Pologne, 644 ; 649. Japon, 644 ; 650. Pologne, 644 ; 651. Japon, 644 ; 652. Pologne, 644 ; 653. Japon, 644 ; 654. Pologne, 644 ; 655. Japon, 644 ; 656. Pologne, 644 ; 657. Japon, 644 ; 658. Pologne, 644 ; 659. Japon, 644 ; 660. Pologne, 644 ; 661. Japon, 644 ; 662. Pologne, 644 ; 663. Japon, 644 ; 664. Pologne, 644 ; 665. Japon, 644 ; 666. Pologne, 644 ; 667. Japon, 644 ; 668. Pologne, 644 ; 669. Japon, 644 ; 670. Pologne, 644 ; 671. Japon, 644 ; 672. Pologne, 644 ; 673. Japon, 644 ; 674. Pologne, 644 ; 675. Japon, 644 ; 676. Pologne, 644 ; 677. Japon, 644 ; 678. Pologne, 644 ; 679. Japon, 644 ; 680. Pologne, 644 ; 681. Japon, 644 ; 682. Pologne, 644 ; 683. Japon, 644 ; 684. Pologne, 644 ; 685. Japon, 644 ; 686. Pologne, 644 ; 687. Japon, 644 ; 688. Pologne, 644 ; 689. Japon, 644 ; 690. Pologne, 644 ; 691. Japon, 644 ; 692. Pologne, 644 ; 693. Japon, 644 ; 694. Pologne, 644 ; 695. Japon, 644 ; 696. Pologne, 644 ; 697. Japon, 644 ; 698. Pologne, 644 ; 699. Japon, 644 ; 700. Pologne, 644 ; 701. Japon, 644 ; 702. Pologne, 644 ; 703. Japon, 644 ; 704. Pologne, 644 ; 705. Japon, 644 ; 706. Pologne, 644 ; 707. Japon, 644 ; 708. Pologne, 644 ; 709. Japon, 644 ; 710. Pologne, 644 ; 711. Japon, 644 ; 712. Pologne, 644 ; 713. Japon, 644 ; 714. Pologne, 644 ; 715. Japon, 644 ; 716. Pologne, 644 ; 717. Japon, 644 ; 718. Pologne, 644 ; 719. Japon, 644 ; 720. Pologne, 644 ; 721. Japon, 644 ; 722. Pologne, 644 ; 723. Japon, 644 ; 724. Pologne, 644 ; 725. Japon, 644 ; 726. Pologne, 644 ; 727. Japon, 644 ; 728. Pologne, 644 ; 729. Japon, 644 ; 730. Pologne, 644 ; 731. Japon, 644 ; 732. Pologne, 644 ; 733. Japon, 644 ; 734. Pologne, 644 ; 735. Japon, 644 ; 736. Pologne, 644 ; 737. Japon, 644 ; 738. Pologne, 644 ; 739. Japon, 644 ; 740. Pologne, 644 ; 741. Japon, 644 ; 742. Pologne, 644 ; 743. Japon, 644 ; 744. Pologne, 644 ; 745. Japon, 644 ; 746. Pologne, 644 ; 747. Japon, 644 ; 748. Pologne, 644 ; 749. Japon, 644 ; 750. Pologne, 644 ; 751. Japon, 644 ; 752. Pologne, 644 ; 753. Japon, 644 ; 754. Pologne, 644 ; 755. Japon, 644 ; 756. Pologne, 644 ; 757. Japon, 644 ; 758. Pologne, 644 ; 759. Japon, 644 ; 760. Pologne,



FLIRT

Comment le conquérir ?

COMMENT le conquérir ? Grave question à laquelle le magazine O.K., un hebdomadaire pour adolescents du groupe Filipacchi, tente de répondre. Thème de cette enquête en plusieurs épisodes : « Réussir sentimentalement son été », « quelle que soit votre apparence physique ». A toutes ces questions qui engagent ses jeunes lectrices, O.K. a juré de le premier article d'apporter des « réponses simples ».

Tâche ardue. Qu'en est-il ? « En été, est-ce normal de changer de flirt tous les deux ou trois jours ? » Inquiète : « Mon flirt est la conquête de toute la plage. Il est si bien que toutes les filles tournent autour de lui. Que faire ? » Prévoyante : « Il est mécano, moi étudiante. Pour le moment tout va bien, mais en septembre, notre amour va-t-il résister à nos différences sociales ? » Repentante : « J'ai honte

de flirter sur la plage en maillot. Et d'abord est-ce dangereux ? Les réponses sont autant de recettes « infallibles » pour attirer, séduire puis conquérir le garçon convoité. S'il n'est pas interdit de « flirter avec lui dès le premier jour », il faut néanmoins se mettre dans la tête qu'un garçon aime bien se heurter à une petite résistance pour le plaisir de gagner.

« Même si, en fait, vous les choisissez autant qu'ils vous choisissent », souligne docement O.K., laissez-leur leurs chères illusions. Sachez-le, « ils détestent se faire draguez ».

Fonction d'apothéose du genre « le langage du cœur est universel », ces précieuses recommandations se vendent aussi un guide pratique des lieux et occasions dans lesquels est permis de « flirter ». Sont ainsi vivement conseillés : le cinéma lorsque la lumière est éteinte

(mais au dernier rang, « pour ne pas gêner les autres »), un banc public (mais — pour des raisons obscures — pas le milieu de la rue ni une porte cochère), l'arrière-salle d'un café (à condition de se méfier de l'arrivée imprévue du garçon), etc.

L'amour-toc

Ne sourions pas. Avec une diffusion de deux cent quatre-vingt mille exemplaires, O.K. touche au moins huit cent mille lectrices par semaine. Il n'y a qu'à ouvrir les yeux pour constater que de tels articles sont lus avec avidité par les adolescentes auxquelles ils sont destinés. Probablement parce qu'ils donnent à leurs lectrices l'illusion de répondre à leurs préoccupations les plus secrètes, à leurs interrogations les plus intimes.

C'est le domaine de l'amour-toc, le royaume du sentiment-gadget. Mais là n'est peut-être pas l'essentiel. Ce qui frappe surtout, c'est la manière insidieuse, pateline, dont, sous couvert de franchise, O.K. multiplie en fait les interdits. Nos grandes-parents se seraient écriés devant la précision des conseils ainsi prodigués. Mais peut-on imaginer paradis des amours enfantines plus codifié, plus contraignant, lorsque le parti pris de ne rien taire a finalement pour résultat d'allonger la liste des limites à ne pas franchir, des tabous à ne pas transgresser, sous aucun prétexte ?

Itinéraires Les Puces à Es-Canar

ES-CANAR, sur la route qui mène d'Ibiza à Santa-Eulalia, il y a une foule chaque mercredi, jour du marché. Il faut entrer sur la vaste esplanade où se tient cette foire aux affaires comme on pénètre dans un spectacle. Car Es-Canar, c'est avant tout, une grande scène de théâtre où chacun, marchand et touriste, joue un rôle avec conviction. Dans le dédale de cet immense souk reconstitué pour les estivants, tous trouvent leur compte. Le visiteur repartira des Baléares avec une superbe ceinture indienne ornée d'une boucle en argent ciselé, son vendeur assuré de pouvoir vivre dans quelque ferme isolée de l'arrière-pays... jusqu'au prochain vendredi !

long », des chemises de coton tissé dans les Philippines, des pantalons maltais, des bijoux indiens et tibétains, qu'ils proposent chaque mercredi de l'été aux visiteurs d'Es-Canar.

Artistes et artisans

Mais celui-ci n'est pas qu'un marché bon marché, — qui fait concurrence aux boutiques d'Ibiza. Artistes et artisans y présentent également leurs créations : miroirs encastrés dans des cadres de bois frappés et peints, telles des estampes, somptueux colliers de plumes aux nuances subtiles, vibrantes compositions picturales, vêtements brodés de motifs naïfs, robes en soie peintes à la main aux tons pastels, vestes de velours travaillées façon tapisserie, le tout présenté avec goût et offert avec bonne humeur, au bord de la mer, sous le soleil éclatant des Baléares. Es-Canar, de Saint-Ouen et de ses Puces.

EVELITA MOOD.

BERTRAND LE GENDRE.

Édité par le S.A.R.L. le Monde.
Général : Jacques Favet, directeur de la publication.
Jacques Sampon.



Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.
Commission nationale des journaux et publications : n° 57437.

FLANERIES

Montmartre en transparence

MONTMARTRE séduit et pourtant Montmartre s'agite. Montmartre est blessé. Rue Norvina, rue des Saules, à hauteur de la rue de l'Abreuvoir, place Emile-Goudeau, des palissades prolongent des pans de mur moribonds derrière lesquels les pelleteuses fouillent la cour de Montmartre. La seule marque de cette blessure est une toute petite pancarte qui se veut anodine : « Chantier interdit au public. » Pourtant si on lève les yeux on ne peut s'empêcher d'être inquiet : « Construction d'un immeuble de grand standing... » « Permis de construire numéro... » La Montmartre des peintres serait-elle devenue celle du « beau monde » ou des promoteurs ?

En haut de la rue des Saules, à main gauche, c'est toujours le même air d'accordéon qui donne le ton et guide le promeneur montmartrois. Mais quelques choses sonnent faux : la musique n'a plus cet air spontané et plaintif qui en faisait la fidèle compagne des affligés ; des rues et des cours, elle s'est réfugiée au cœur des restaurants coquets et ne sert plus guère que de parure à un exotisme artificiel. Le chanteur de rue ou l'aventurier qui trottait et que l'on guidait sur le pavé ont cédé la place à des rythmes plus mécaniques qui facilitent la digestion en ne touchant plus le cœur. Dans les quelques boutiques de la rue Norvina on est passé du marchand de souvenirs à l'antiquaire.

L'arrivée place du Tertre relève de l'épreuve de force : à la queue l'un l'autre, avec pour unique perspective les épaules du passant qui précède, c'est à grand-peine que l'on pénètre sur cette place véritable centre touristique de Montmartre. Mais à peine a-t-on pu jeter un coup d'œil circulaire en se hissant sur le point de vue que l'on sent une main sur l'épaule ou que l'on entend une voix douce dans son dos : peintres barbus, dessinateurs moustachus, artistes chavés avec des rouquilles abondantes, tout une foule qui vit des traits de votre visage s'agrippe à vous et vous arrête à chaque instant. « Un portrait ? Une silhouette ? pour vous mademoiselle ou madame... »

La plus agréable est alors de s'asseoir à la terrasse d'un café et de regarder la foule bariolée qui parcourt en riant la place en circuit fermé. Tirée par la manche, interpellée dans toutes les

langues suivant la même phrase type, elle réagit en automate et régit sa démarche selon un rythme lent et immuable : arrêt, brocardement lent, rire coquet, départ hésitant. Les mouvements individuels et contradictoires, multipliés et répétés sans cesse, orchestrés par les couleurs, la musique et les concerts de klaxons, agissent sur les sens et forcent le regard.

Tout place du Tertre est fait pour charmer l'œil et suspendre le jugement : les sollicitations à l'adresse des passants, les petites lampes qui découpent sur les têtes des visages de minuscules circonférences lumineuses en maintenant soigneusement les visages des couples dans un halo imprécis et suggestif, le violoniste qui se penche dans un sourire et demande à la compagne un air de son choix, la musique qui, tout à coup, s'arrête et fait remonter un curieux sentiment de bien-être, les éclats de rire qui animent et dont la fréquence augmente avec la boisson, la sensation délicieuse de se sentir soudain anonyme au milieu de la foule qui oscille. Comment résister ? Comment opposer à cette sorte d'envoûtement ?

Marginal et nocturne

Tout près de là, place du Calvaire, la pittoresque revêt un aspect totalement opposé : niche minuscule délimitée sur sa droite par trois bancs perpendiculaires et un bac de gaz, cet agréable retrait à ciel ouvert surplombe un Paris qui ondule et scintille ; loin des vapeurs de la place du Tertre, il est, à lui seul, un havre de paix pour les amoureux que la vision de la grande ville rappelle avec délicatesse.

Semaine, de palabres vagabondes, clochards ou autres, ne dédaignant pas s'y arrêter un instant pour manger un morceau ou se désaltérer à leur guise. Mais ce n'est plus le Paris touristique et bruyant, c'est plutôt un Paris marginal et nocturne où les mouvements se font plus lents et mystérieux : avec la tombée de la nuit, Pigalle prend soudainement possession de la Butte.

Dans les nombreuses impasses ou ruelles adjacentes qui descendent des contreforts de Montmartre vers le boulevard Rochechouart et la place Pigalle, une race patiente à provoquer les tentations s'éveille inlassablement avec le soir. Épaussant l'ombre, toute une population tire alors de sa nature

« en marge » de la société organisée un caractère de mystère et d'irréalité. Place Charles-Dullin, rue Houdon, rue Germain-Pilon, des âtres bizarres, étranges, nostalgiques, filles compréhensives, se mêlent dans le raccourci obsédant des âmes errantes qui rêvent de volupté et de tendresse.

Tout un fantasme nait alors de la détresse de l'ombre : dans l'obscurité l'absence de repères sensibles inquiète et angresse plus qu'elle ne stimule l'imagination. Villa Guélma, rue André-Antoine, les promeneurs ne flânent plus, ils rôdent et ces silhouettes mal définies, ces rêves féminins qui naissent, s'épanouissent aussitôt et deviennent cauchemars, hantent la villa dans son ténébreux tintamarre.

A deux pas, place Pigalle, cacophonie et débâcle de lumière régnent en maître : le mugissement des autobus et les pétales ventimoteurs des motos sollicitent sans arrêt l'attention. Tout autour, de hautes bâtisses surmontées de réclames lumineuses, de vastes cafés rutilants engendrent un spectacle féérique : regarder devient une nécessité. Des projecteurs bleus, rouges, verts, oranges papillonnent, escaladent les étages, courent aux rampes des balcons ou s'embrassent pour s'éteindre aussitôt, avant de cliquer à nouveau au faite des immeubles et des cinémas dans une course folle.

Sur le terre-plein central un homme un peu simple d'esprit court dans tous les sens avec un transistor hurlant glissé dans un sac en plastique. Seule la sirène d'une voiture de police qui démarre en trombe arrive à en atténuer le bruit. A la terrasse du plus luxueux café de l'endroit deux muets s'expliquent en faisant de grands gestes, à quelques pas, un « hercule » confortablement installé dans un siège en osier déboulonne sa chemise devant une prostituée qui passe en riant. Un obèse avec une canne minuscule marche en ondulant, tandis qu'une « Oper Diplomat » vient silencieusement glisser près du trottoir. Plus loin un chauffeur de taxi arrêté au feu rouge plonge la tête dans le moteur en faisant de grands gestes d'impuissance, à côté de lui une prostituée d'un âge respectable chante à tue-tête un air à en faire trembler sa perruque...

PIERRE SCHMIDT.

FEUILLETON N° 31

LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

Kholawitaki, qui s'est aperçu des recherches infructueuses de Skollinski pour découvrir le « signe » qui libérerait le prince de sa captivité dans les escarpements nocturnes à travers le château. Il découvre ainsi, au fond d'une aile reculée du bâtiment, le sanctuaire secret du prince Kholawitaki, un mur sur lequel il écrit des messages désespérés à son fils, qui fut son valet François. A Varsovie, Maya, qui a accepté la proposition de son amie Rose, est de nouveau contactée par la présidente, Mme Halimka.

DEUX jours après la rencontre avec Malinik et son issue malheureuse, Maya reçut un coup de fil de Mme Halimka, qui lui demandait de venir immédiatement en voir pour une affaire urgente.

La présidente l'embrassa avec attention.

« Ma chérie ! Pardonnez-moi mon énervement d'avant-hier. Ce Malinik ferait perdre son sang-froid à un saint ! Quel droit de bonhomme ! Savez-vous ? Il se trouve que je me suis trompée, que nous avions compris de travers... Tout est en bonne voie ! Lisez ! »

Elle lui montra une carte de visite de Malinik, griffonnée d'une écriture à peine lisible : « Madame. Si cette jeune fille est à la recherche d'un emploi, je peux la présenter comme secrétaire. Qu'elle se présente à mon secrétaire entre 4 et 6, à l'hôtel, mercredi. »

« Mon enfant, fit la présidente, je suis heureuse... de te féliciter ! Tu as décroché le gros lot ! Secrétaire de Malinik ! C'est une réussite ! Un triomphe qui ouvre devant toi de grandes perspectives ! Et moi qui croyais qu'il ne l'avait pas même remarquée ! Comment te demander pardon, mon enfant ! »

Ce succès inattendu fit également plaisir à Maya. Son orgueil féminin était saut, durtout à l'égard de Rose et de ses amies, qui avaient après son échec avec une secrète satisfaction. Mais elle était perplexe. A quoi bon une secrétaire, s'il avait déjà un secrétaire ?

Mme Halimka accueillit ses réserves en riant :

« Es-tu folle, mon enfant ! C'est un vieillard, tu l'as bien vu ! Sois sûre que s'il y avait l'ombre d'un doute sur ses intentions, je ne l'aurais pas proposé d'entrer à son service ! Ah ! Maya, Maya ! Si tu veux occuper un tel emploi en toute confiance chez quelqu'un, c'est bien chez Malinik. Un vieillard millionnaire et cacochyme on ne peut mieux personne de plus convenable pour quelqu'un de jeune ! Crois-en mon expérience ! Personne n'y trouverait rien à redire ! »

— Dans ce cas, que ne prend-il une secrétaire expérimentée ?

— Tu ne comprends pas ! Un vieux millionnaire qui a un pied dans la tombe pense aussi à son agrément. Il aime avoir autour de lui fraîcheur et jeunesse — pour des raisons purement esthétiques. Tu lui es nécessaire comme le sont les fleurs. Il serait égoïste de lui refuser ce plaisir, peut-être le dernier qu'il connaîtra dans cette vie.

A l'hôtel Bristol, le secrétaire personnel de Malinik, M. Tocki, moitié Polonais, moitié Américain, lui déclara d'emblée qu'il n'avait absolument pas le temps. De fait, une quinzaine de personnes au moins attendaient d'être reçues, et le téléphone ne cessait de sonner. Puis il l'informa qu'elle recevrait, pour le moment, 500 zlotys par mois. Elle devait paraître à 9 heures dans le hall de l'hôtel, tenir compagnie à M. Malinik pour dîner.

Lorsque Maya s'acquiesça des obligations qu'elle aurait à remplir, il devint subitement très poli et jeta sur elle un regard suppliant.

« Mademoiselle, s'exclama-t-il à la hâte, votre première et unique obligation sera de ne pas me faire perdre de temps. Ne revenez jamais me trouver, sous aucun prétexte ! »

Et, sans lui laisser le temps de dire un mot, il la reconduisit à la porte en lui serrant très cordialement la main.

A 9 heures précises, Maya, en tenue de soirée, vit sortir de l'ascenseur Malinik et la dame du café « L'Europe » — sa prétendue nièce.

« Je ne m'installerais pas à l'hôtel », s'excusait déjà, appuyé au bras d'un garçon, mais il s'arrêta.

« Approche », fit Malinik à Maya, et s'appuyant lourdement au bras des deux femmes, il pénétra dans le restaurant. Il prit place dans une table commandée aux six garçons qui étaient accourus deux par deux à la coque bien frais et un petit pain. La marquise désirait une pintade.

« Quel bon ? marmonna-t-il. Mieux vaut une omelette aux petits pois. Avec du pain grillé. »

La marquise se mordit les lèvres.

« Et pour Mademoiselle ? demanda le garçon, voyant qu'on avait complètement oublié Maya.

« Prendra-t-elle une autre omelette ? »

— Un instant, un instant ! s'exclama Malinik. Donnez-moi la carte ! »

Et il commanda pour elle un dîner raffiné et copieux.

Maya n'osa pas protester. Elle dut manger tout ce qu'on lui apportait, sous le regard envieux de la marquise affamée. Malinik ne quittait pas des yeux l'assiette de la jeune fille.

« Encore de ça — il montra du doigt de petites choses exquises. C'est bon, n'est-ce pas ? Que diriez-vous, maintenant, d'un petit verre de vin ? »

— Je ne pourrais jamais ! gémit-elle devant une très étrange composition d'andanes et d'une masse de fruits et de chocolat arrosée d'un liquide qui flambait.

— Que signifie ? C'est délicieux. Allons, mangez ! »

« J'ai fini ! lança brusquement Malinik. Je vous laisse. Demain, veuillez venir à... disons quatre heures. Seulement, faites en sorte d'avoir faim ! Le mieux serait que vous ne déjeuniez pas. »

— En quel doit consister mes fonctions ? se permit de demander Maya.

— Vos fonctions ? Hum... D'abord, attendre. Vous devez attendre que je vous appelle. Et ensuite, manger. Moi et la marquise, ma nièce, nous aimons qu'on mange bien. Nous verrons à vous trouver d'autres fonctions, si l'occasion se présente. Et maintenant, au revoir. Veuillez aujourd'hui même vous installer à l'hôtel.

Maya serra les mâchoires.

« Je ne m'installerais pas à l'hôtel », s'excusait déjà, appuyé au bras d'un garçon, mais il s'arrêta.

« Comment ? Et pour quelle raison ? — Parce qu'il n'est pas dans mes intentions d'avoir faim, ni d'attendre, ni, pour tout dire, de rester à votre service. »

— Ah bon ! Demandez à Tocki de vous donner 200 zlotys de plus. Vous pourriez m'en donner deux cent mille que je ne resterais pas, car vous êtes un muet ! »

Malinik ouvrit la bouche. Il ne s'attendait pas à cela. Une profonde satisfaction se peignit sur son visage inert.

« Bravo ! Excellent ! Vous me plaisez. »

Elle se leva.

« Il me semble, monsieur, fit-elle, que toute discussion est inutile. Je vous ai dit que je ne resterais pas, et je ne resterais pas. »

— Vous refusez une situation... chez moi ? »

Elle haussa les épaules et le toisa de telle sorte que Malinik se sentit un être, un rien du tout, un ancien émigré. Il devint rouge ponceau et on aurait pu croire qu'il allait servir à Maya quelque déplaçant grossier, lorsqu'il remarqua l'air satisfait de sa nièce.

« Hé ! marquise ! tonna-t-il. Ne te réjouis pas trop ! Elle restera ! »

Il prit le bras de Maya.

« Allons, mon petit, ne nous fâchons pas ! Voyez-vous, je suis un vieil original et un rustre, mais je n'ai plus devant moi beaucoup de temps à vivre. Un mois, peut-être deux. Et je vois qu'avant vous ce n'est pas la même chose ! Allons, pardonnez à un vieillard ! Vous voulez bien, n'est-ce pas ? Il n'est pas facile de trouver quelqu'un comme vous. »

Il la pria si cordialement qu'elle ressentit de la pitié pour lui.

« Bien », dit-elle.

Il eut une violente quinte de toux. Les garçons le portèrent plus qu'ils ne le reconduisirent. La marquise, en partant, tendit à Maya le bout des doigts :

« Vous avez vu vous y prendre avec mon oncle. Continuez dans cette voie, et vous pourrez bientôt tirer d'excellents profits de votre déniaisement. Je vous complimente, ma fille ! — Je ne suis pas « votre fille » ! »

« Oh ! mon Dieu, vous êtes si jeune ! Je ne voulais pas vous blesser. Mon oncle aime beaucoup ces petites créatures qu'il peut monter contre moi. Car je ne sais pas si vous vous êtes rendu compte, dit-elle en appuyant ces mots, que vous avez été engagée spécialement pour me provoquer ! Mais ce n'est pas si facile, et au bout d'une semaine il n'y paraîtra plus. »

La marquise avait tourné le dos sans laisser à la jeune fille le temps de répondre.

C'est ainsi que Maya entra en fonctions comme secrétaire personnelle de Malinik. Elle s'installa au Bristol. Au bout de quelques jours, elle s'acquittait parfaitement de sa tâche, dont l'essentiel consistait effectivement à attendre. On ne savait jamais quand Malinik allait l'appeler auprès de lui. Comme elle ne tenait pas à rester dans le hall de l'hôtel, elle passait le plus clair de son temps dans sa chambre à ne rien faire. Ce qui lui pesait le plus, c'était de ne pas trouver d'occupation. Elle pensait à Walczak. Enfin, un groom se présentait : M. Malinik lui demandait de venir. Maya se rendait, après de lui sans jamais être sûre de la façon dont elle serait reçue ni de ce qui passerait par la tête de ce riche excentrique.

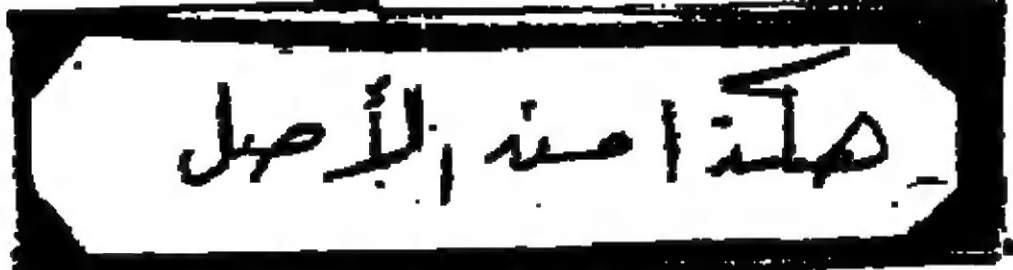
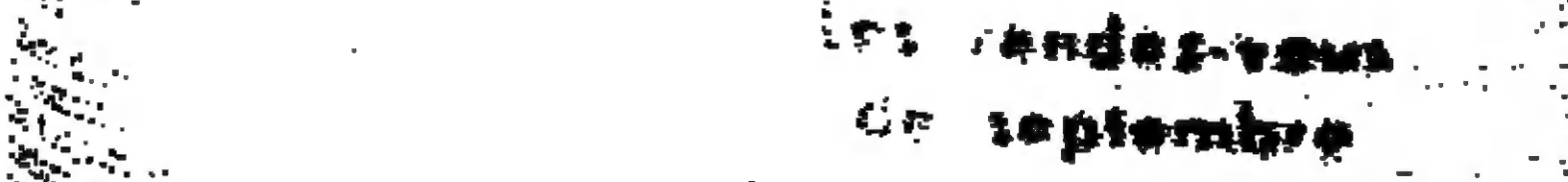
Maya passait tous ses moments de liberté à errer sans but à travers la ville, à chercher partout un regard, si n'allait pas surgir une tête connue, une nuque, une silhouette familière, si le garçon qui venait de tourner la tête n'était pas par hasard.

Elle savait qu'on avait refusé Walczak au club. Mais elle ne connaissait pas son adresse. Elle s'était renseignée au bureau des enregistrements. Rien. Il était d'ailleurs à prévoir qu'il se cachait.

Pent-être n'était-il plus à Varsovie ? Elle devenait de plus en plus inquiète. La nuit, il lui apparaissait dans des rêves pénibles, tantôt seul, tantôt en sa compagnie.

(A suivre.)

© Copyright Stock et Rita Gombrowicz. Traduction Albert Mailles et Hélène Włodarczyk.





Le Monde

DE L'ECONOMIE

L'EMPRISE AMERICAINE SUR LE MARCHÉ DES CÉRÉALES

Les méfaits de l'abondance

A lire la presse américaine, une grave crise alimentaire menace la planète parce que... les récoltes et les réserves céréalières sont trop abondantes. Afin d'enrayer l'effondrement des cours, l'administration américaine envisage de remettre en place « le système de gel des terres » pour limiter la production, mais elle cherche en même temps à renforcer sa domination sur le marché mondial des céréales.

NOS confrères d'outre-Atlantique, qui ne craignent pas le paradoxe, expliquent que les hautes récoltes de ces deux dernières années ont permis une reconstitution des stocks à leur niveau des années 60 ; que ces stocks sont pas des réserves, mais des excédents, qui ont provoqué un effondrement des cours ; que les fermiers, dont la rémunération est désormais insuffisante, vont diminuer leur production ; qu'une mauvaise récolte planétaire n'est pas à exclure dans les prochaines années, donc qu'une pénurie plus grave que jamais peut survenir à tout moment. C'est la théorie classique du cycle.

A l'appui de cette démonstration, l'hebdomadaire *Business Week*, qui publie, dans son numéro du 25 juillet, la photo d'un énorme tas de blé, lissé en plein vent dans une rue de Marshall (Oklahoma) faite de place dans les silos, affirme que les cultivateurs du Kansas, du Nebraska et du Texas notamment ont commencé à détruire leurs récoltes et, en particulier, celles d'achats de matériel, provoquant une mévente grave de machines agricoles.

L'administration Carter se préoccupe également de la situation. Elle envisage de remettre en place le système de « gel des terres », appliqué jusqu'en 1973, afin de réduire les possibilités d'embalement. Elle tente aussi de prendre place sur le marché chinois, qui est traditionnellement approvisionné par le Canada et l'Australie. Cette esquisse de rivalité commerciale s'explique par le fait que la Chine aurait besoin, au cours des deux prochains mois, de 5 à 6 millions de tonnes et qu'elle n'aurait signé actuellement des contrats que pour 3 millions de tonnes. Bref, l'affaire suscite de nombreux remous en Amérique du Nord, le Congrès en est saisi et les organisations agricoles, championnes du libéralisme économique, redoutent un assouplissement des contrôles administratifs sur les cultivateurs.

Faut-il partager les alarmes de nos

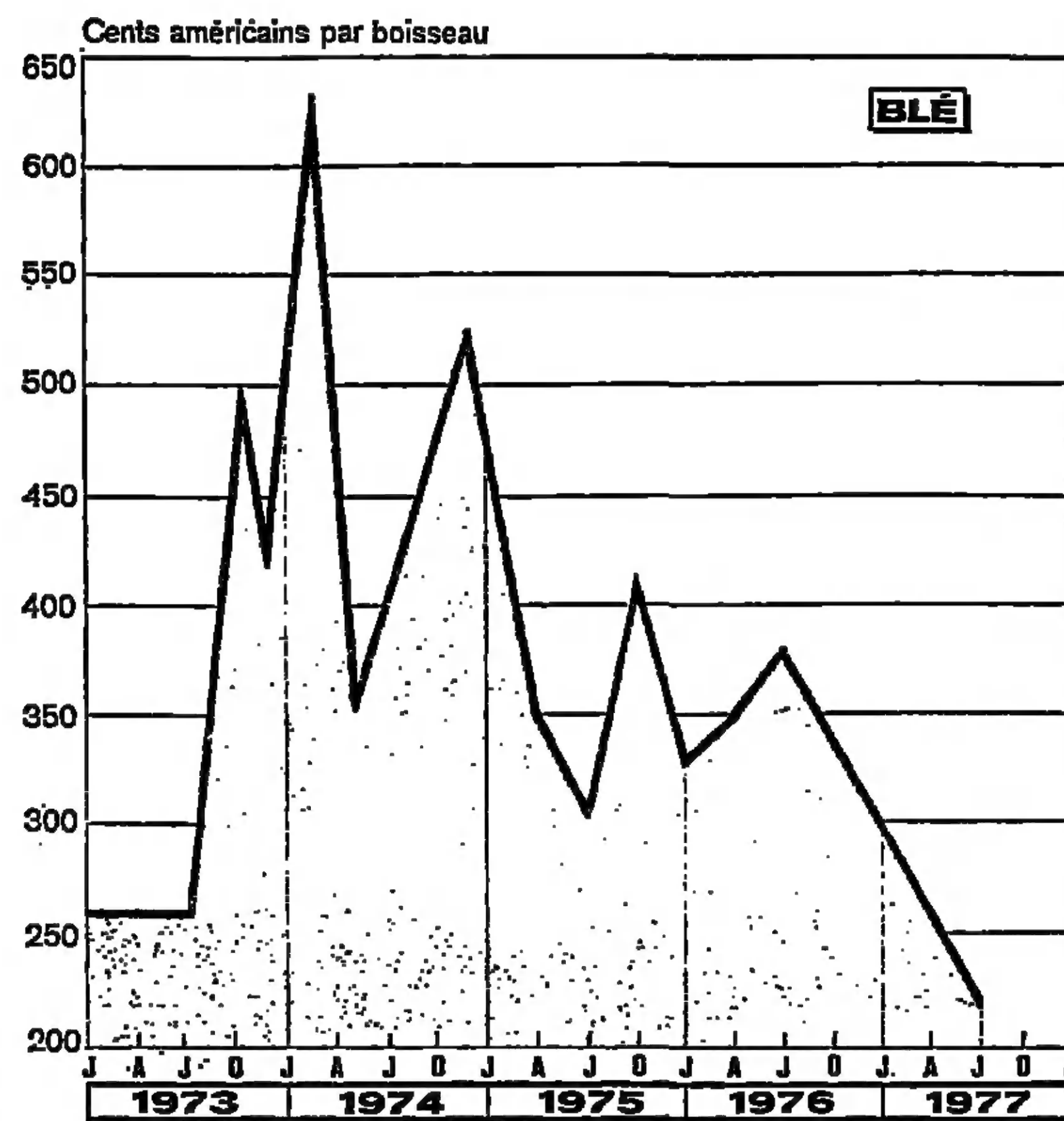
confrères américains ? « Quand les États-Unis éternueront... » L'adage est partiellement vérifié en matière céréalière. En effet, l'Amérique approvisionne aux deux tiers le marché mondial des céréales ; le marché mondial des céréales vit au rythme de la Bourse de commerce de Chicago ; la Bourse de commerce de Chicago est la principale plateforme des cinq multinationales — dont quatre à dominante américaine — qui contrôlent 80 % des échanges mondiaux.

On comprend dans ces conditions que les prochaines décisions de Washington en matière d'agriculture auront une influence déterminante sur l'équilibre alimentaire de la planète. On comprend les inquiétudes du directeur général de la F.A.O., M. Edouard Saouma, qui constatait récemment que les États-Unis ne le Canada n'ont gardé des stocks de céréales dans le but de constituer une réserve pour nourrir la tiers-monde.

D'un certain point de vue, on pourrait, en effet, considérer les 80 millions de tonnes de grains (blé, maïs, sorgho, avoine et orge), qui resteront dans les silos nord-américains en fin de campagne, comme des excédents qui encombreront le marché, comme des invendus. De fait, la reconstitution des stocks a provoqué un effondrement des cours mondiaux du blé. De 180 dollars la tonne au début de 1976, ils sont tombés à moins de 30 dollars actuellement. Et les cours du maïs et du soja, qui sont des plantes de substitution, ont suivi la même pente.

Deux stratégies

D'un autre côté, on peut estimer que ces réserves, qui représentent moins de 10 % de la consommation mondiale, constituent un minimum de sécurité pour l'équilibre alimentaire de la planète. Certes, le danger d'une disette généralisée dans les pays en voie de développement, qui avait été craint en 1974 lors de la Conférence mondiale de



l'alimentation, est écarté. L'Inde, dont les besoins en grains paraissent insatiables, disposerait actuellement de 18 millions de tonnes de blé et de riz, dont elle envisagerait d'exporter une partie en raison des difficultés de stockage. Le Pakistan, qui semblait abonné à l'aide alimentaire, n'a pas pris livraison de son contingent. Même au Bangladesh, la situation paraît s'être améliorée après les famines meurtrières de 1974 et 1975.

Toutefois, ces résultats doivent être nuancés, car certaines régions subissent des conditions météorologiques défavorables. Une sécheresse grave frappe depuis plusieurs mois les Caraïbes. En Union soviétique, où la récolte atteindra pourtant un niveau record, il a fallu mobiliser la population de Biélorussie, quatrième région productrice, afin d'éviter que la moisson ne soit gâchée par le mauvais temps. En France même, un « été pourri » compromet les prévisions optimistes du printemps. Pour les mêmes causes, la Pologne devra importer, pour la deuxième année consécutive, 7 millions de tonnes de

céréales. Des voyageurs ont remarqué une diminution de la ration alimentaire en Chine, que confirmeront les intentions d'achat de Pékin à l'Australie et au Canada, et les propositions discrètes de Washington.

Bref, l'abondance céréalière globale, momentanément retrouvée, en doit pas faire perdre de vue que la récolte soviétique de céréales peut varier de 155 à 230 millions de tonnes d'une année à l'autre. Autrement dit, il suffit d'une mauvaise moisson en U.R.S.S. pour épuiser les stocks. En outre, dans les pays en voie de développement notamment, la production alimentaire augmente moins rapidement que la consommation. Aussi peut-on prévoir qu'à moyen terme certaines populations, qui consomment actuellement du riz, se tourneront peu à peu vers les céréales des zones tempérées, notamment le blé, dont les marchés deviendront ainsi plus difficiles.

ALAIN GIRAUDO.

(Lire la suite page 8.)

SOCIAL

La préparation de la rentrée

Après avoir reçu en juillet plusieurs dirigeants syndicaux, M. Barre a engagé en août un « tour de France » consacré à la mise en place des mesures en faveur de l'emploi des jeunes. La C.G.T., de son côté, multiplie les déclarations et les initiatives.

L'évolution des salaires dans le secteur public — et l'aggravation du chômage seront les préoccupations dominantes de la rentrée sociale ; mais gouvernement et syndicats ont déjà en perspective les élections législatives. Conscients de part et d'autre, au vu de leurs bilans respectifs des huit derniers mois, que leurs moyens d'action sont limités, ils cherchent surtout à occuper le terrain.

C'EST à la « réponse du berger à la bergère » que tout un peu songer les déclarations respectives de M. Barre et des syndicats. Sans son plan, assure le premier, l'inflation aurait atteint 12 à 13 % fin 1976 et se serait encore accrue cette année. Sans leur combat, affirment les seconds, l'augmentation du pouvoir d'achat et le nombre des licenciements auraient été plus lourds. Cependant il n'est personne, dans le monde du travail, à n'être persuadé que tout s'est dégradé depuis un an : salaires, emploi, production industrielle, libertés syndicales. Même si une « conquête sociale » — l'accord patronat-syndicats sur le droit à la pré-retraite à cinquante ans — éclaire ce sombre tableau.

Sans doute, depuis l'automne dernier, la combativité des salariés n'a-t-elle pas toujours été conforme aux proclamations des dirigeants ouvriers. Pourtant, le gouvernement et le patronat n'ont guère cessé d'être harcelés, outre les grandes manifestations nationales des 7 octobre et 24 mai et les arrêts de travail dans le secteur public et nationalisés, des conflits se sont prolongés des jours, des semaines, à la Caisse d'épargne, dans les banques, chez E.S.N., Gervais-Danone, chez Usinor ou dans la sidérurgie lorraine. Sans parler du *Parisien libéré*.

Quels furent les résultats de ces actions diverses ? Le gouvernement et le patronat n'ont rien lâché sur les principes. Cependant, pour le secteur privé, durant le premier semestre, dans

bon nombre de petites et moyennes entreprises — sinon quelques grosses — les salaires ont augmenté de 7 ou 8 %, parfois plus, compte tenu de primes de vacances et de bilan, de reclassements ou d'autres avantages, alors que le C.N.P.F. avait préconisé une hausse égale à l'évolution des prix, soit 5 % selon l'indice officiel pour le premier semestre. « Il est donc possible de contraindre les employeurs à un recul », constatent les syndicalistes pour encourager leurs troupes à l'action.

Les rendez-vous de septembre

Les agents du secteur public et nationalisés, eux, ont subi le blocage du pouvoir d'achat. Le gouvernement va-t-il desserrer l'étau à la rentrée, comme M. Barre l'a laissé entendre aussi bien à M. Bergeron (F.O.) qu'à M. Henry (F.N.) ? Les conditions dans lesquelles reprendront, dès le début septembre, les négociations dans le secteur public et nationalisé et leur aboutissement auront une influence déterminante sur le climat social des mois qui viennent. D'une part, parce que les propositions gouvernementales seront la pierre de touche de la bonne volonté du pouvoir et auront un effet d'entraînement dans le secteur privé ; d'autre part, parce qu'en cas d'échec les personnels des services publics et assimilés, assurés de la stabilité de leur emploi, sont les plus aptes à pouvoir manifester

leur mécontentement par des grèves dures.

Pour les fonctionnaires, électriciens, cheminots, mineurs, etc., la discussion doit porter sur deux points essentiels. D'abord le maintien du pouvoir d'achat comme l'avait promis M. Barre à son arrivée à l'hôtel Matignon. Mais cela n'a pas été le cas, affirment les syndicalistes, car, depuis le 1^{er} janvier, l'application des mécanismes perfectionnés d'échelle mobile qui comportaient des majorations prévisionnelles a été suspendue. Le rattrapage sur les prix ne se fait plus qu'après coup. Le rétablissement d'un système de provision au début de chaque trimestre est la revendication numéro un, même pour ceux qui contestent l'indice officiel des prix. M. Bergeron, fort de ses entretiens avec M. Barre, estime que satisfaction leur sera donnée.

Reste la progression du pouvoir d'achat, admettent aussi le premier ministre dès le lancement de son plan, étant entendu que les petits salariés en bénéficieraient davantage que les gros. Dans sa conception de la lutte contre l'inflation, le gouvernement ne pouvait guère, dès le début de l'année, annoncer en chiffre précis l'importance de cette progression ; faible, il aurait été rejeté par les syndicats ; plus substantiel, avec ses incidences sur le secteur privé, il aurait rapidement conduit à un dérapage des salaires.

Il ne sera plus possible, en septembre, de laisser avec les prévisions économiques. Lors du dernier « tour de piste », en juillet, les directions des entreprises nationales ont proposé des contrats combinant diverses formules, la progression du pouvoir d'achat étant subordonnée à plusieurs indices d'activité économique. Parmi ces paramètres, le gouvernement avait retenu une hausse des prix d'environ 8 % et une augmentation de la production de 3,5 % (alors que, primitivement, les chiffres étaient respectivement de 6,5 et 4,5 %). Dans la meilleure hypothèse, le pouvoir d'achat aurait été amélioré d'environ 1 %. En septembre, M. Barre devra jucher le dérapage de l'est pour obtenir des signatures de syndicalistes.

L'aggravation du chômage va constituer l'un des autres facteurs primordiaux dans l'équation sociale de la rentrée. Peu soupçonnable d'agiter des

épouvantails, M. Bergeron, faisant état des 535 000 personnes actuellement secourues par les Assédic, estime que le nombre des chômeurs va encore s'accroître, indépendamment de la classe d'âge — 700 000 jeunes — qui théoriquement, va se présenter au seuil de la vie active. De l'application de l'accord sur la pré-retraite volontaire, dont l'un des buts était de décaler des emplois, le secrétaire général de F.O. n'escompte que des résultats limités. Sur 350 000 à 400 000 bénéficiaires en puissance, une centaine de mille, seulement feraient valoir leurs droits. Tous les patrons ne remplacent pas les partants, et, le voudraient-ils, il n'est pas sûr, dit M. Bergeron, qu'ils trouvent à embaucher des jeunes si le poste offert est peu intéressant ou peu payé. Par exemple, plus de cinquante mille emplois ne trouvent pas preneurs dans les garages, pour la réparation automobile. Et le syndicaliste déplore une fois de plus l'inadéquation entre la formation reçue et les conditions de travail offertes.

A la C.G.T., comme à la C.F.D.T., après s'être félicité des actions qui ont limité ou retardé les vagues de licenciements, on ne se dissimule pas que les compressions de personnel différées ne pourront être finalement écartées puisque « ni le gouvernement ni le patronat n'ont pris de mesures sérieuses ».

Les dispositions gouvernementales pour encourager l'embauche des jeunes sont considérées par les cégétistes et par les édilités comme une opération purement électorale. Et les dirigeants des deux syndicats estiment que dans les semaines qui viennent le gouvernement va subordonner ses choix économiques à un seul critère : leur efficacité politique pour conserver la majorité.

La proximité des « législatives » va, chacun en a conscience, dominer le panorama économique et social. Tantôt elle sera un alibi pour les initiatives revendicatives, quand les travailleurs estimeront que le gouvernement cédera plus ou moins pour se concilier les salariés, quitte à se montrer rigoureux pour plaire à d'autres électeurs. Tantôt les syndicats seront soucieux d'éviter des actions dont la dureté se retournerait contre la gauche. Tantôt, encore, l'attentisme prévaut, les salariés reportant leurs espoirs sur un retournement de majorité.

PÊCHÉS OUBLIÉS

LES critiques, qui avaient fusé de toutes parts au début de l'année à l'encontre des entreprises publiques, accusées de tous les péchés de la création, se sont tues aussi subitement qu'elles étaient nées. Ni M. Barre, ni M. Fourcade, ni aucun des membres de la majorité n'ont renouvelé des attaques dont le caractère concerté et systématique avait irrité bon nombre de Français très attachés aux entreprises publiques pour ce qu'elles représentent : la sécurité de l'emploi, la garantie du progrès social et souvent aussi du progrès technique et économique.

Le gouvernement s'est-il aperçu qu'il faisait fausse route ou estime-t-il que les divergences entre socialistes et communistes sont satisfaisantes — notamment sur les nationalisations — pour qu'il ne soit plus utile d'en rajouter ? Toujours est-il que les pouvoirs publics ont abandonné leurs attaques partiales et partent maintenant avec sérieux de ces problèmes.

Ce sérieux, on le retrouve dans les déclarations faites par M. Barre au dernier conseil des ministres, même si, sur un certain point, le chef du gouvernement, qui espère un début d'amélioration des comptes des entreprises publiques dès 1977, contredit M. Boulton, qui estimait, il y a deux mois, qu'il n'y aurait pas de progrès cette année, la plupart des firmes devant « décaler à nouveau des déficits d'exploitation ».

Après des années de flottement, certaines règles d'action ont été définies : retour à la vérité des prix publics dès que la politique de lutte contre l'inflation aura porté ses fruits ; prise en charge par l'Etat du coût des services imposés aux entreprises nationales ; et, surtout, extinction des fétidités qui ont pu se développer ici ou là, enlevant à l'Etat une partie de son rôle de décideur.

Vieilles idées, dira-t-on, périodiquement remises sur le tapis depuis le rapport Nora, publié en 1967. Sans doute, mais cette fois, le cadre a changé.

Si l'attitude des gouvernements qui se sont succédés depuis dix ans a varié au fil des mois vis-à-vis des entreprises publiques, c'est parce qu'il n'existait pas de continuité dans la politique économique d'ensemble ; que l'inflation s'accroissait et rendait nécessaire un plan d'austérité et l'on limitait les hausses de tarifs ; que les chocs aillent mieux et l'on rattrapait le temps perdu par des hausses importantes. Il en va différemment maintenant, tant il est vrai que M. Barre ne pratique pas plus qu'il ne l'approuve la politique de l'escapatoire. Jusqu'à présent du moins. Et c'est ce qui donne leur valeur à des propos, il est vrai, souvent entendus.

JOANINE ROY.

Le déficit agro-alimentaire de la France 2,2 milliards de francs depuis le début de l'année

définition de l'orthodoxie est délicate et sujette à caution. Est-ce au-delà de 20 % ou de 30 % qu'une différence de prix peut être jugée anormale ?

En fait la crise a révélé la compétitivité structurelle de certains pays. Dès lors, plutôt que dénoncer la «sauvegarde» des structures, qui risque fort de créer des distorsions, il conviendrait mieux d'interroger sur les moyens de tempérer l'ingérence des durs lois du marché. Pour des raisons sociales ou politiques, le maintien de certains secteurs, condamnés économiquement, peut être une nécessité. Dans ce cas, il est plus honnête de ne pas jouer sur les mots car vouloir «organiser» la libre concurrence, c'est d'une certaine façon porter atteinte au dogme.

M. B.

Le phénomène s'est aggravé au cours des cinq premiers mois de 1977 :



Une telle situation, même si elle est due pour partie à une sécheresse excep-

(1) S.C.E.E.S., 4, avenue de Saint-Mandé,
75570 Paris. Tél. : 344-46-33.

(Suite de la page 7.)

Sur ces bases, deux stratégies contraires sont élaborées :

— La seconde s'est faite jour aux Etats-Unis, au Canada et en Australie.

ALAIN GIRAUDO,

Le papier lance un défi au plastique

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1025-1026.

En France, hormis quelques initiatives isolées à Saint-Louis (Bant-Hu), où les sacs en papier sont employés depuis bientôt cinq ans, à La Rochelle, dans quelques quartiers de Marseille et de Paris, à Rochefort, dans l'arsenal mis en service en 1937, l'usage du papier dans l'enlèvement des ordures se fait dans des conditions encore assez déplorablement. Faut-il généraliser ces expériences ? Les sacs en papier existent et, de plus, sont bon marché. Ils sont fabriqués avec des papiers de récupération, n'occasionnant ainsi aucune sortie de devises. Produits à partir de dérivés du pétrole, ils sont, par conséquent, préconisés par le conseil municipal de Saint-Louis (du 7 juin), coûteront au contraire de précieux dollars, ajoutent-ils.

ANDRÉ DESSOT.

(1) Ce voyage était organisé par Fromson, société créée par les principaux fabricants français de papier afin de promouvoir la vente des sacs-poubelles en papier séché. Ses actionnaires sont : La Charfa (24,2 %), Latsape Emballage (17,7 %), Les Papeteries de Gascogne (14,8 %), La Cellulose du Pin (11,8 %), Aubry (7,6 %), Les Papeteries de la Seine (7,2 %).

Quels en sont les principes directeurs ?
On considère, à Lima, qu'un accord avec

Sur le plan interne, quelques prudentes mesures « sociales » et de relance ont été prises : augmentation des indemnités de rétrocessions et du salaire minimum, augmentation du rythme de l'émission monétaire, retour partiel à une politique de subvention aux entreprises, baisse des taxes d'importation, les pourcentages étaient abaissés, afin de stimuler la demande. Les charges nouvelles que ces mesures représentent pour l'Etat ont été couvertes par l'impôt de solidarité sur la fortune. Les dépenses ont augmenté. Le déficit du budget apparaît déjà nettement supérieur à celui prévu par les prédateurs du général Sauts; ces décisions étaient sans doute indispensables pour éviter une déstabilisation sociale à la limite du supportable. Afin de compenser en partie leur effet inflationniste, le taux de réduction des dépenses sociales a été augmenté en une fois de 25 %, et

THIERRY MALINIAK.

● **PRECISION.** — Dans le tableau consacré à l'évolution des résultats de quelques grandes entreprises françaises publiés dans *Le Monde de l'économie*, daté du 3 août, nous avons indiqué que le groupe Air Liquide avait réalisé, en 1974, un bénéfice net consolidé de 202,1 millions de francs. La direction du groupe nous fait remarquer, à juste titre, que ce chiffre prenait en compte des réalisations de titres, pour un mon-

le Fonds monétaire international est, à terme, indispensable. Il permettrait l'obtention d'un crédit «stand-by», et ouvrirait au Pérou les portes des banques privées. Il s'agit, cette fois, de ne pas aborder la négociation avec le F.M.I. dans une position d'extrême faiblesse, ce qui implique de prendre, avant toute discussion, des premières mesures correctives élaborées en dehors de la pression directe du F.M.I.

Tout le monde est d'accord sur ce point. Les très faibles disponibilités en devises constituent le goulet d'étranglement de l'économie péruvienne, ce qui est impossible à court terme, toute véritable politique de relance. Dans ces conditions, poursuit-on à Lima, il faut accepter la perspective d'une longue récession. Le F.M.I. préconisait des réductions purement quantitatives, établies de façon indiscriminée. Les nouveaux responsables affirment, quant à eux, que l'Etat doit intervenir pour contrôler le processus d'austérité.

THIERRY MALINIAK.

● **PRECISION.** — Dans les tables consacrées à l'évolution des résultats de quelques grandes entreprises françaises publiés dans « le Monde de l'économie » daté du 3 août, nous avons indiqué que le groupe Air liquide avait réalisé, en 1974, un bénéfice net consistant de 202,1 millions de francs. La direction du groupe nous fait remarquer, à juste titre, que ce chiffre prenait en compte des réalisations de litres, pour un montant de 1,1 milliards de francs. Dans un souci de cohérence, il est plus effectivement préférable de retenir le chiffre de 178,6 millions de francs, pour l'exercice 1974, chiffre qui fait apparaître une croissance continue de bénéfice de

MOTS CROISES

